



Appui au Développement Intégral
et à la Solidarité sur les Collines

BP 2695 Bujumbura Burundi
Tél. (00 257) 22 25 75 20 /// 22 25 93 38
E-mail : info@adisco.org - www.adisco.org

N° 13 - 14

LA VOIX DES COLLINES

TRIMESTRIEL D'INFORMATION, DE FORMATION
ET D'ACTION DU MONDE RURAL



**L'IGG : structure
de base et alternative
de financement
des petits entrepreneurs
pour le développement
du monde rural
au Burundi**



Sommaire

Editorial	3
<i>Léon NDIKUNKIKO</i>	
Courrier des lecteurs	4
<i>Rémy SIBOMANA</i>	
L'IGG : structure de base et alternative de financement des petits entrepreneurs pour le développement du monde rural au Burundi	5
<i>Libère BUKOBERO & Jonas Eric UWIZERA</i>	
La coopérative de Gitobe, un espoir pour ses membres	14
<i>Jonas Eric UWIZERA</i>	
Elevage de porc, de cobaye et culture de l'oseille	16
<i>Chantal NTIMA, Jonas Eric UWIZERA & Clément NTEZAHORIRWA</i>	
EFI ou comment vivre de sa terre comme un fonctionnaire de l'Etat... ..	23
<i>Jonas Eric UWIZERA</i>	
Des jeunes qui veulent réellement avancer	24
<i>Jonas Eric UWIZERA</i>	
L'agri-élevage au Cameroun	25
<i>Deogratias NIYONKURU</i>	
"ONE ACRE FUND – TUBURA"	27
<i>Jonas Eric UWIZERA</i>	
La coopérative TERIMBERE : avancées et perspectives	32
<i>Jonas Eric UWIZERA</i>	
El niño et la question de la prévoyance pour l'agriculture familiale burundaise	33
<i>Jonas Eric UWIZERA</i>	
L'assurance grêle, à la fois une nécessité et un défi... ..	36
<i>Jonas Eric UWIZERA</i>	
La citronnelle et ses bienfaits !	38
<i>Jonas Eric UWIZERA</i>	

Directeur de Publication
Deogratias NIYONKURU

Directeur Adjoint
Léon NDIKUNKIKO

Rédacteur en chef :
Jonas Eric UWIZERA

Comité de rédaction :
Jonas Eric UWIZERA, Deogratias NIYONKURU, Libère BUKOBERO, Léon NDIKUNKIKO, Espérance KANEZA, Donatien MBONABUCA, NINTUNZE Emmanuel, Rémy SIBOMANA

Editeur :
ADISCO, 31, Avenue des Etats Unis,
KIGOBE SUD, BP 2695 Bujumbura.
Tél : 22 25 75 20 // 22 25 93 38
info@adisco.org www.adisco.org

Retrouvez ce journal :
Au siège d'ADISCO à Bujumbura; aux bureaux des antennes ADISCO à Gitega et à Ngozi; au bureaux des fédérations des caféiculteurs à Bujumbura, Gitega, Ngozi, Kayanza, Kirundo; au siège de l'Union Haguruka des coopératives multifilières (UHACOM), dans les Unions des mutuelles de santé des caféiculteurs du Burundi ainsi que dans les coopératives agricoles et des caféiculteurs accompagnées par ADISCO et au siège de la Fédération des mutuelles de santé des caféiculteurs du Burundi (FEMUSCABU) à Bujumbura.

Editorial

Si le développement du monde rural burundais doit être pensé en termes de moyens financiers, il doit aussi être porté par des modèles capables de l'impulser réellement. Point n'est donc besoin de rappeler que la population burundaise vit de l'agriculture et de l'élevage de subsistance. Et dans un pays qui vit dans un tel contexte, il s'avère indispensable de s'imaginer des approches qui peuvent contribuer, à partir du peu de moyens existants, à faire redécoller le monde rural. Les IGG, « Imigwi yo gutererana no gushigikirana », semblent pour nous être le modèle le mieux indiqué pour répondre à cette préoccupation.

Les IGG sont en effet des groupes de solidarité et d'autopromotion, constitués de membres jouissant d'un même train de vie, vivant généralement sur la même colline. Les membres du groupe sont généralement compris entre 5 et 10. Ces personnes se mettent ensemble pour réaliser des petits projets individuels et/ou collectifs, selon les besoins ressentis par le groupe ou par l'individu comme membre.

L'approche IGG se rapproche des approches SILC ou MUSSO développés par certains acteurs de développement du monde rural à travers la mobilisation des fonds auprès des membres des groupes et la réalisation des tontines rotatives ou cumulatives. Mais ce qui différencie l'IGG d'autres approches est qu'en cas de tontine rotative, l'argent mobilisé est octroyé à un des membres de l'IGG ayant présenté un projet réaliste auprès des autres membres du groupe.

Au-delà de la mobilisation des fonds, les membres des IGG constituent une force de travail importante dans la mesure où les membres s'entraident mutuellement dans les travaux des champs, soit gratuitement, soit moyennant une petite somme qui est généralement placée dans une caisse de solidarité du groupe. Cette caisse sociale leur permet d'intervenir auprès de l'un ou l'autre membre en cas d'événement heureux ou malheureux qui lui arrive.

Les dynamiques IGG finissent par se mettre ensemble pour chercher des solutions aux problèmes qu'elles n'arrivent pas à résoudre individuellement. C'est ainsi que les IGG forment des unions collinaires ou zonales et donnent plus tard naissance à des coopératives multi-filières et multifonctionnelles. En effet, toutes les coopératives accompagnées par ADISCO

sont nées de la volonté des IGG à faire face aux défis qui ne pouvaient être résolus sans l'existence d'une structure d'intervention plus ou moins cohérente et crédible à savoir la coopérative. Les IGG sont ainsi les piliers de la dynamique coopérative.

Au lieu d'attendre des aides qui ne viendront peut-être jamais ou viendront tardivement, les IGG constituent un modèle qui permet aux membres de prendre conscience de leurs capacités à mettre en œuvre des actions d'auto-développement à la fois individuelles et collectives. C'est un modèle qui veut transformer l'esprit d'attentisme que certains Burundais ont fini par développer suite aux différentes crises socio-politiques que le pays a connues et qui les ont réduits en quelque sorte à la mendicité.

Dans ce double numéro 13-14, nous vous présentons l'esprit et l'organisation de ces groupes ainsi que quelques exemples de leurs réalisations à travers la mise en commun de la force de travail. C'est aussi une occasion de comprendre ce qui les différencie des approches de développement mises en œuvre par d'autres acteurs.

Comme nous l'avons déjà fait dans les numéros précédents, nous vous présentons également quelques fiches techniques qui, si elles sont mises en œuvre pourraient aider à faire décoller l'entrepreneuriat rural agro-pastoral.

Ce numéro émet enfin un cri d'alarme sur le phénomène El niño et ses conséquences sur l'agriculture. Nous sommes convaincus en effet que la prévoyance agricole est une nécessité dans notre pays où les effets liés aux changements climatiques ne font que s'accroître, laissant les paysans dans le désarroi et l'impuissance face à l'adversité climatique. Afin de faire face aux phénomènes de perturbations climatiques, nous croyons qu'il est possible pour notre pays de les prévenir à travers des plans de contingences efficaces et efficaces. Dans ce processus de prévention, la part de l'Etat doit être grande mais comme seuls les efforts de l'Etat ne peuvent réussir à juguler les effets de El niño, nous en appelons à la contribution d'autres initiatives afin d'encourager le monde rural qui est la première victime des changements climatiques.

Léon NDIKUNKIKO

Directeur adjoint

Courrier des lecteurs

Monsieur le Directeur de publication de la Voix des Collines,

Je m'appelle Marcel MANARIYO de la colline Burarana commune Gihogazi. Après avoir lu votre magazine «La voix des Collines », j'ai constaté que vous répondez à des questions que les lecteurs posent et je voudrais savoir pourquoi mes pruniers du Japon que j'avais replantés dans le même champ qu'avant sont malades. Que dois-je faire ?

Cher MANARIYO :

En général, une plante peut être affectée par beaucoup de maladies. Certaines maladies peuvent provenir des graines ou des plants déjà malades, ou alors venir d'ailleurs et attaquer la plante; elles peuvent enfin se cacher dans le champ tout court pendant un certain temps. La plante peut révéler les symptômes d'une maladie étant encore dans le champs, ou les symptômes se manifestent juste avant la récolte.

Quand on remet la même plante dans le champ déjà affectée d'une maladie, les plantes sont vite attaquées et on n'a pas de production. Cela peut aussi arriver quand on y développe une culture de la même famille que celle qui était dans le champ la saison précédente.

Les pruniers du Japon, sont très sensibles. Quand on remet les plants de pruniers du Japon dans le même champ qui a servi à la même culture les saisons précédentes, ou si des cultures similaires comme les tomates, les aubergines, les pommes de terre, les poivrons, le piment, le tabac, etc. y sont plantées ; ces nouvelles cultures sont hautement exposées aux maladies parce qu'elles présentent des similarités et peuvent être victimes des mêmes maladies;



Dans les champs qui, précédemment, avaient accueilli la culture de pommes de terre, on y trouve souvent des résidus de semences de cette culture qui se régénèrent au cours de la saison suivante et sont difficiles à éradiquer. Ce sont généralement ces semences résiduelles qui constituent le foyer de beaucoup de maladies des plantes.

Comme les différentes cultures citées plus haut semblent avoir besoin des mêmes sels minéraux, quand on plante l'une de ces cultures dans un champ ayant accueilli une autre de cette famille, la deuxième culture trouve peu de sels minéraux laissés par la première, ce qui la rend vulnérable et hypothèque sa croissance.

Que faut-il faire ?

- Premièrement, il faut recourir aux semences de qualité produites par des semenciers certifiés.
- Deuxièmement, il faut pratiquer l'assolement et éviter ainsi la répétition d'une même culture ou d'une culture de la même famille dans le champ.
- Pour le prunier du Japon, il faut éviter autant que faire se peut, de remettre cette culture sur un terrain qui vient d'accueillir la même culture ou les cultures de la même famille.
- Il faut aussi combattre les semences résiduelles qui envahissent les champs parce que souvent elles sont porteuses de beaucoup de maladies et surtout consommatrices des sels minéraux qui devraient être utiles aux cultures plantées dans ces champs. Cela permet de lutter contre les maladies des plantes et la terre ne perd pas sa qualité avec le recours à la rotation des cultures.
- Quand un champ est déjà attaqué par une maladie, demandez des conseils aux agronomes de



votre localité sur les produits phytosanitaires que vous pouvez utiliser pour sauver les plantes non encore attaquées. Mais si vous constatez que même ces produits n'y peuvent rien, nous vous conseillons d'arracher les plantes malades, de les éloigner du champ et de les détruire afin d'éviter la contagion d'autres cultures qui restent dans le champ.

Rémy SIBOMANA

Dossier

L'IGG : structure de base et alternative de financement des petits entrepreneurs pour le développement du monde rural au Burundi



Dans notre pays, plus de 90% de la population trouvent de l'emploi au sein de l'agriculture. Pourtant, ce grand secteur pourvoyeur d'emplois n'est que faiblement appuyé en matière de ressources humaines, matérielles et financières.

En effet, le secteur agricole dépend de l'agriculture familiale qui n'utilise que les membres de familles comme main d'œuvre. Rares sont les familles qui peuvent se payer une main d'œuvre externe. Avec l'augmentation du taux de scolarisation (ce qui n'est pas une mauvaise chose en soi) auquel s'ajoute l'exode rural toujours croissant chez les jeunes, cette main d'œuvre se réduit du jour au lendemain. Ainsi, le mari et sa femme éprouvent de la peine à produire suffisamment pour un ménage de six personnes, voire plus, au sein duquel moins de 35% travaillent.

En plus, le financement de l'agriculture est quasiment inexistant ou tout simplement faible. Les producteurs n'ont accès à aucune source de financement car les banques et les IMF trouvent que l'agriculture est un secteur à très haut risque et que les agriculteurs sont insolubles. En cas de stricte nécessité, les agriculteurs se replient chez les commerçants du milieu qui leur offrent des crédits ou plutôt des cadeaux empoisonnés car les taux appliqués dépassent les limites de l'usure et peuvent aller jusqu'à 100%.

Enfin, l'utilisation de la houe reste le seul moyen de bord pour le travail agricole. La pénibilité du travail du paysan burundais est son pain quotidien car n'ayant pas d'autres solutions de rechange.

En l'analysant de près, cette situation n'est pas de nature à favoriser la croissance économique. L'économie des ménages évolue au ralenti si elle ne régresse pas.

Ayant constaté cet état de choses, bien d'organisations et programmes d'appui au développement tentent sans ou avec peu de succès de structurer les paysans. Le rapport de l'ENAB démontre à suffisance que les agriculteurs organisés en associations ne dépassent pas 15%. On compte parmi ceux-là les membres des associations et/ou groupements de producteurs ainsi que les associations d'autre nature comme la lutte contre le SIDA, les associations qui militent pour les droits de l'homme, etc. C'est pour dire que les agriculteurs organisés pour les activités économiques sont peu nombreux au Burundi. La majorité de ces associations ont été créées suite à la crise que traverse notre pays dans le seul objectif de capter les opportunités offertes par les ONG et les programmes dits de développement. Les ménages ont été appelés à se mettre ensemble en association pour bénéficier d'une chèvre, d'une vache, des semences, sans poser les conditions préalables qui auraient permis aux

bénéficiaires de s'approprier réellement de ce don.

ADISCO trouve que ce modèle d'appui n'a fait qu'empirer la situation car il transforme les gens en mendiants par le développement en eux d'un esprit d'attentisme. Nous trouvons par contre, que « l'IGG, une des variantes de la tontine africaine, pourtant informelle et sans reconnaissance juridique, est la meilleure stratégie pour revitaliser l'économie des ménages et amorcer le redémarrage du développement des communautés ».

La « Voix des collines » N°13-14 a donc choisi de développer le thème « L'IGG, structure de base et alternative de financement des petits entrepreneurs pour le développement du monde rural au Burundi » dans le but de contribuer à la structuration des producteurs en mettant à la disposition des Burundais un autre modèle associatif en cours de promotion au sein du mouvement Haguruka d'ADISCO, un mouvement bâti sur l'appui-accompagnement des coopératives, des mutuelles communautaires de santé et des artisans.

1. Typologie des structures associatives qui existent au Burundi

Dans le monde rural africain en général et au Burundi en particulier, plusieurs catégories d'associations existent ; il s'agit :

- **De petits groupements** dans lesquels on compte les IGG, les MUSO et les SILC : il s'agit des personnes vivant dans une même localité, ayant généralement le même train de vie et qui choisissent de se mettre ensemble généralement dans un objectif de solidarité ; ces groupements sont naturellement informels et ne fonctionnent que sur une base de confiance mutuelle.
- **des associations classiques** : ce sont des organisations dont la création est souvent motivée par une force extérieure ; pour la plupart de ces associations, ce sont les ONG ou les projets qui les font naître. La motivation de créer une association peut aussi naître
 - d'une initiative d'un leader qui a le souci de mobiliser ses voisins, ses collègues ou ses amis pour un projet de développement ;
- **des collectifs d'associations** : il s'agit de réseaux d'associations qui ont un objectif similaire ou rapproché ;
- **des unions** : c'est une autre appellation des collectifs d'associations ayant un objectif similaire. Généralement les unions sont faites de beaucoup d'associations que les collectifs ;
- **des fédérations** : il s'agit d'une faïtière des unions ;
- **des confédérations** : c'est une faïtière des fédérations. Dans le cas du Burundi, les fédérations se situent au niveau régional ou provincial tandis que les confédérations se situent au niveau national.

2. La différence entre une IGG et une association classique

Sans verser dans un comparatisme rigide, l'IGG est une association mais différente des autres associations classiques. Nous proposons d'aborder seulement quelques aspects de comparaison :

- **Du point de vue contexte de création** : au Burundi, le mouvement associatif a pris de l'envol avec la crise quand des organisations humanitaires se sont ruées sur le Burundi pour « aider » la population à faire face à la crise. Pour les ONG, faire partie d'une association était une condition sine qua non pour accéder à l'aide. C'est ainsi que des gens se sont mis spontanément ensemble pour créer des associations afin de capter de l'aide. On comprend aisément que de telles associations durent le temps que dure le projet d'aide. Malheureusement, c'est le même phénomène qui a continué et les gens du monde rural sont quasiment transformés en mendiants et ne veulent plus travailler ; le couple « aide-association » est devenu une affaire et un mode de vie.
 - Comme on va le voir en détail dans les lignes qui suivent, l'IGG naît après une formation psychologique valorisante qui fait que les « paysans ferments » retrouvent leur confiance en eux et décident d'avancer sur la voie de l'autopromotion sans compter sur les aides, sans tendre la main. Les personnes se mettent ensemble par affinité liée à la confiance, à la proximité, à l'équilibre des moyens, à la cohésion sociale pour ne citer que les critères les plus essentiels.
- **Du point de vue organisationnel** : alors que les associations classiques n'ont pas une composition réglementaire, l'IGG est composée d'un effectif de membres variant entre 5 et 10. La raison pour cette limitation réside dans le fait que les membres de l'IGG doivent constituer une force de travail de façon rotative comme ils le font pour la tontine.
 - Il est très difficile, voire impossible, d'organiser un groupe de travail de plus de dix personnes et un groupe de moins de cinq personnes mobilise

très peu de force de travail. Pour les associations classiques, on en connaît qui comptent des dizaines voire des centaines de membres. Ils peuvent certes mobiliser beaucoup de ressources financières si les membres ne souscrivent qu'à des cotisations symboliques mais ils ne peuvent en aucun cas être efficaces en matière de travail collectif.

- **Du point de vue réglementaire :** les associations classiques sont régies par des textes écrits comme les statuts et règlements d'ordre intérieur sans quoi elles ne peuvent prouver leur existence. Les IGG quant à elles sont construites sur une base de confiance mutuelle et la seule réglementation qui reste intrinsèque est la solidarité ; c'est cette dernière qui régit tout.
- **Du point de vue fonctionnel :** Comme évoqué ci-dessus, la plupart des associations ne comptent que sur les appuis externes (des chèvres, des vaches, des crédits,...) et cette tendance dite de « Kudodora »= (toquer à la porte) est en train de gangrener le monde du développement rural au Burundi. Pour les IGG et leurs membres, le développement ne peut provenir que de leurs propres efforts.

; inutile de quémander car « Akimuhana kaza invura ihise » (littéralement : « une aide venant d'ailleurs n'arrive que quand il n'y a plus rien à sauver ») et « Amazi masabano ntamara invyiro » (littéralement : « l'eau quémandée ne suffit jamais pour se laver proprement) disaient nos ancêtres. Avec l'entraide et la culture de cotisation régulière, les membres des IGG peuvent vivre



avec des projets tant individuels que collectifs. Dans la vie en IGG, les ménages acquièrent un comportement nouveau, celui d'entretenir une réflexion permanente sur des initiatives d'auto-promotion et de solidarité pour le développement endogène.

Du point de vue rentabilité et création de la richesse : Au moment où les associations classiques élèvent ensemble des animaux, par exemple une étable de frisonnes offertes par tel ou tel projet, l'IGG, par contre, appuie chaque membre à acquérir ses animaux ; chacun commence par ce dont il est capable d'entretenir correctement pour l'intérêt du ménage et non pour le groupe. Un ménage membre d'IGG continue à augmenter ses richesses ; il peut partir des cochons d'Inde à la vache et ce, en quelques années.

Du point de vue durabilité : Il est difficile de déterminer la durée de vie d'une association classique. Elle dure presque le temps que dure les appuis mais ne meurt pas comme tel. En effet, il peut y avoir toujours un leader qui garde les vestiges de l'association qui peuvent toujours attirer de nouveaux bailleurs qui passent ; c'est ce que l'on constate souvent. Pour les IGG, les ménages membres se créent des opportunités de pérenniser les actions de solidarité et d'autopromotion. Avec la stratégie de visionning qui naît finalement au sein de la dynamique IGG, les membres finissent par penser à des initiatives collectives comme des unions collinaires qui poussent les ménages à aspirer à une autre vie (meilleure) au niveau communautaire. C'est en ce moment qu'on commence à réfléchir sur comment améliorer la vie de la colline toute entière par exemple en



organisant la réhabilitation des pistes pour faciliter les échanges et la circulation des personnes et des biens, l'organisation des mécanismes

d'accès facile aux soins médicaux, la structuration en coopératives agricoles pour ne citer que ces exemples.

3. L'IGG, unité de base pour l'organisation de la communauté

3.1. L'IGG, c'est quoi ?

IGG est un sigle kirundi qui veut dire « groupe d'autopromotion et de solidarité ». La définition d'une IGG revêt plusieurs acceptions et les expressions suivantes peuvent être utilisées pour caractériser l'IGG :

a. L'IGG est :

- Un groupe restreint de personnes qui s'entraident ;
- Un ensemble de personnes qui vivent en confiance, dans la proximité et en parfaite intimité ;
- Un groupe d'entraide et de cohésion sociale ;
- Un groupe solidaire pour un développement durable ;
- Un groupe de personnes amies et socialement égales ;
- Une famille.

b. L'IGG est en pratique :

- Un pilier d'autopromotion ;
- Un des principes moteurs pour l'autopromotion ;
- Un foyer de développement ;
- Un meilleur modèle de développement ;
- Un socle de développement ;
- Un carrefour des idées,
- Une école et un lieu d'apprentissage continu.

c. L'IGG incarne les valeurs suivantes :

- L'amour ;
- La cohésion sociale ;
- La solidarité ;
- Le réseautage et la collaboration ;
- L'autopromotion ;
- Le travail ;
- La primauté de l' « homme ».

d. L'IGG promeut :

- L'épargne collective ;
- La prévoyance individuelle et communautaire ;
- La recherche des solutions durables pour les ménages et la communauté.

e. L'IGG est un arbre qui produit régulièrement des fruits et génère la création de la richesse.

f. L'IGG est un système complexe, incontrôlable, qui agit en toute autonomie et à l'abri des influences partisans, religieuses, ethniques, politiques ou claniques.

g. L'IGG est la première entreprise d'économie sociale et solidaire.

h. Une fois modélisée, l'IGG est le Burundi vivant.

En conclusion, l'IGG est le meilleur modèle pour le développement des individus, des ménages et des communautés.

3.1. La création et la constitution de l'IGG

La naissance d'une IGG n'est pas un fait de hasard. C'est le résultat de la confiance en soi retrouvée grâce à une formation valorisante et conscientisante des paysans ferments. Ces derniers sont des personnes très dynamiques identifiées au sein des communautés. Les paysans ferments ont les caractéristiques suivantes :

- Il doit être paysan
- Courageux et dynamique
- Audacieux
- Intelligent
- Bienveillant

Après leur identification, ADISCO organise une formation de trois à quatre jours pour aider les paysans ferments à réfléchir, à méditer sur leur vécu et construire leur avenir, celui de leurs familles et de leurs communautés. Cette première séance de for-

mation suscite la confiance en soi et incite les gens à changer leurs habitudes. Il s'agit d'une séance de transformation de son être, de son savoir être et son savoir-faire. Au sortir de la formation, les paysans ferments organisent des IGG autour d'eux.

Les critères d'association sont :

1. Le groupe (IGG) ne doit pas dépasser dix personnes.
2. Les membres du groupe doivent avoir le même niveau de revenu ou très proche.
3. Les membres du groupe doivent vivre proches.
4. Premier pas : Mobiliser en commun des moyens.

5. Chaque groupe doit consentir un effort exceptionnel (consentir un investissement conséquent) pour lancer le groupe.
6. Chaque membre du groupe doit être capable de réaliser une activité concrète d'envergure après un délai convenu.
7. Le groupe de paysans ferments doit au départ former son propre groupe pour servir d'exemple et ensuite chacun d'entre eux se lance dans l'appui à de nouveaux groupes.
8. Les femmes doivent être formées en tant que paysannes ferments et participer aux rencontres.
9. Chaque groupe doit être régulièrement formé et accompagné.
10. Elaborer des statuts et règlements écrits, mais internes au groupe.
11. Il est important de présenter les initiatives aux autorités locales.
12. Chaque groupe doit formuler clairement son projet avec un chronogramme précis.

3.2 Le fonctionnement de l'IGG

L'IGG fonctionne sur quatre principes essentiels à savoir : la mobilisation des ressources, la solidarité, la réalisation de projets pour le développement du ménage et l'autoévaluation.

- **La mobilisation permanente des ressources** : les membres d'IGG se conviennent un mode de cotisation pour la mise en commun des moyens. Il existe trois modes de cotisations :

- La tontine rotative où les membres de l'IGG cotisent un même montant et donne la somme à un membre ou la partage entre quelques membres selon un ordre préétabli ;
- La tontine accumulative où les membres cotisent un même montant sans redistribution immédiate ; ceci donne la possibilité à chaque membre d'accéder à du petit crédit suivant des modalités convenues (avec ou sans intérêt) ; les personnes externes de l'IGG peuvent aussi accéder à du crédit à des taux différenciés ; après une période convenue, les membres de l'IGG partagent les intérêts qu'ils utilisent généralement pour subvenir aux besoins de leurs ménages respectifs.
- L'entraide manuelle : il s'agit d'une mise en commun de la force de travail. Chacun planifie une activité qui requiert généralement beaucoup d'efforts et face à laquelle il est obligé de recourir à une main d'œuvre assez importante. L'IGG constitue aussi une main d'œuvre disponible pour l'ensemble de la communauté car n'importe quel ménage qui a besoin des employés peut y faire recourt.

- **La solidarité** : la mobilisation des ressources financières n'est pas une fin en soi ; les membres d'IGG sont beaucoup intéressés par le soutien mutuel en temps de bonheur ou en temps de malheur. C'est ainsi que les membres se conviennent de mettre en place, en plus de la tontine ou de l'entraide manuelle, une caisse de solidarité pour s'accompagner mutuellement et ainsi accompagner les membres éprouvés ou qui sont obligés de dépenser spécialement pour une raison ou une autre.
- **Le développement des initiatives auto promues** : peu importe l'origine de l'argent (tontines rotatives, accumulatives ou l'entraide manuelle), tous ces moyens ne sont octroyés qu'à un membre qui dispose d'un projet. Chacun doit constamment avoir un projet qu'il soumet aux autres membres de l'IGG pour financement et appui. Pour des IGG matures, on peut trouver que les membres décident de développer des projets d'intérêt commun (une activité génératrice de revenus généralement ou des travaux communautaires comme la réhabilitation des sources aménagées, des pistes et des ponts, etc.).
- **L'IGG pour le développement des coopératives et des mutuelles de santé** : l'IGG est un outil précieux pour faciliter les membres à l'accès aux services offerts par la mutuelle de santé ou la coopérative de la localité. En effet, la stratégie de cotisation à travers les tontines peut facilement aider chaque membre à s'affilier à la MS ou à la coopérative de proximité. Cotiser pour adhérer à la coopérative ou à la MS constitue un projet comme tant d'autres pour chacun des ménages membres de l'IGG.

4. Comment accompagner les IGG dans leur connexion avec les coopératives et les mutuelles de santé de proximité ?

- Encourager les IGG dans la réflexion sur des AGRS communes pour payer ensemble les adhésions à la coopérative et à la MS ;
- Appuyer les IGG dans le développement des caisses d'épargne dédiées aux adhésions ;
- Motiver l'obligation d'affiliation des AE ;
- Stimuler le prélèvement dédié à la MS ;
- Intégrer une étape d'information sur la MS dans la formation psycho-humaine ;
- Intégrer dans toutes les formations et séances d'animation un thème sur la coopérative et MS.

5. Les attributs d'un IGG fort

- Mobilisation permanente des ressources propres ;
- Autonomie (financière et organisationnelle) ;
- A un plan d'action ;
- Permanence des projets ;
- Projets durables et novateurs ;
- Les membres sont unis et résolvent pacifiquement les conflits ;
- Le groupe agit sur la communauté en menant des actions sociales et de solidarité ;
- Les membres ont une vision ;
- Les membres affirment qu'ils ne sont plus pauvres.

Chaque IGG doit disposer d'un plan d'action qui permet de suivre la mise en œuvre des engagements de chacun pour le développement de son ménage. Au sein de chaque IGG, une fiche de suivi interne permet de suivre l'utilisation des fonds.

Les IGG d'une même localité sont accompagnées par un animateur endogène choisi par les membres d'IGG. L'animateur a le rôle de formateur, de coach et d'agent de suivi des dynamiques endogènes. Une fiche de suivi des dynamiques des IGG est mise à sa disposition, ce qui lui permet de réaliser un rapport mensuel ou trimestriel selon les cas.

6. Causes plausibles de l'essoufflement des IGG

Comme toute autre dynamique organisationnelle, l'IGG peut s'essouffler, tourner en rond ou s'estomper. Il existe des caractéristiques de l'essoufflement.

Phase de développement de l'IGG	Causes plausibles de l'essoufflement
1. Emergence	<ul style="list-style-type: none"> • Adhérer avec spéculation (espérant avoir des gratuités) • Quand les membres ne sont pas au même niveau de richesse • Conflit d'intérêts (abanyabwenge benshi) • Un membre qui se cache derrière l'IGG pour se faire de l'argent • Des projets trop ambitieux
2. Fonctionnement	<ul style="list-style-type: none"> • Irrégularité de rencontres (kurambirwa) • Indisponibilité de l'AE • Irrégularité des cotisations • Détournement en cas de projets communs ou dans la caisse
3. Renforcement	<ul style="list-style-type: none"> • Tourner en rond (manque de nouvelles idées) • Indisponibilité de l'animateur endogène • Indisponibilité des animateurs d'ADISCO (accompagnement insuffisant d'ADISCO) • Déconnexion avec les structures faitières (coopératives, mutuelles de santé, unions...) • Manque de réflexe des IGG pour rechercher l'appui des accompagnateurs
4. Empowerment	<ul style="list-style-type: none"> • Déconnexion avec les structures faitières (coopératives, mutuelles de santé, unions...) • Manque de sensibilité de l'IGG dans le développement local

Pour les accompagnateurs des dynamiques IGG, il existe des stratégies ou des solutions de mitigation de ce phénomène d'essoufflement.

7. Quelques histoires de succès des IGG et/ou leurs membres

IGG de la colline Ngoro : plaque solaire

Notre IGG est né il y a quatre ans parce que nous avons débuté avec le projet PAISEJ de l'ADISCO. Au début nous multiplions les plants fruitiers (les pruniers du Japon et les maracuja). Par la suite nous avons décidé de faire un autre pas vers les panneaux solaires.

L'idée est venue du fait que nous avions besoin de l'électricité dans notre localité parce qu'on nous devrions aller très loin, soit à Kibimba (8 km) soit au centre de la commune Giheta (5-6 km) pour nous faire coiffer ou recharger nos téléphones portables. Après des formations qui nous ont été données par le projet PAEJ, nous avons demandé un crédit pour acheter le matériel nécessaire pour la production de l'énergie solaire. Nous avons pu rassembler 700 000 Fbu comme point de départ et le projet nous a accordé un crédit de 1 300 000 Fbu pour totaliser 2 000 000 Fbu.

Nous venons de passer un mois en train de fonctionner et nous trouvons que le projet avance bien. Tout l'argent que nous gagnons chaque jour est régulièrement enregistré dans un registre, qu'il provienne du salon de coiffure ou du service de recharge ou encore de la fourniture de l'électricité aux voisins. Nous avons signé une convention qui montre clairement comment nous allons rembourser le crédit



contracté. Nous rembourserons 70 000 Fbu par mois pendant 20 mois.

A voir le revenu que nous avons déjà eu depuis trois semaines, nous sommes rassurés que nous pourrions rembourser la dette sans difficultés et nous pourrions gagner 150 000 Fbu après avoir payé les salariés et la location de la maison. Tout cet argent provient de la recharge batterie pour téléphones, le salon de coiffure et l'éclairage des voisins. Pour le moment nous avons 19 lampes et 17 nous donnent 3 000 Fbu par mois chacune. Pour les deux autres, nous les utilisons nous-mêmes afin de travailler la nuit dans notre cabaret à la satisfaction de nos clients.

MBONIMPA Purcherie, IGG de la colline Bihororo, commune Giheta, animatrice endogène

L'IGG VAHASI a été créé il y a quatre ans. Tout a commencé avec la sensibilisation d'un animateur de l'ADISCO du nom de Pascal et nous avons constaté que l'IGG devrait être pour nous d'une grande utilité dans notre vie. Nous nous sommes mis ensemble à dix, sept femmes et trois hommes et nous nous sommes engagés à cotiser une somme de 1 000 Fbu par semaine que nous donnions à l'un d'entre nous.

Pour le moment, à côté de la tontine rotative continue, nous nous entraînons mutuellement surtout pendant les saisons A et B. Tous les membres de notre IGG sont aussi membres de la coopérative. Nous



nous sommes donnés chacun un objectif à atteindre d'ici trois ans et nous avons fait une planification stratégique pour atteindre cet objectif.

En ce qui me concerne, avant de connaître le projet PAEJ, ma famille de huit enfants logeait dans une maisonnette. Comme j'ai compris que le développement commence par la famille, j'ai commencé à construire une maison assez vaste pour que même un visiteur trouve où dormir. J'ai une vache et sept chèvres. Je suis aussi éleveuse de poules et cela

m'aide à répondre facilement à quelques urgences familiales quotidiennes. J'avais une dizaine de poules il y a quelques jours, j'ai acheté encore seize poussins en plus des poules que j'avais. Cela me permet d'envoyer mes enfants à l'école et comme je suis aussi membre de la mutuelle je trouve sans difficultés les frais de cotisation.

Tous les membres de notre IGG possèdent chacun un animal domestique ou un petit projet d'investissement.

3. Le collectif « DUKORERESHAMWE » de 6 IGG de Nyeshenza

À l'origine, nous étions six IGG rizicoles, chacun comptant dix membres.

Il s'agit de : **Umwizero ;
Girijambo mukenyezi ;
Twitezimbere 1 ;
Twitezimbere 2 ;
Dufatanemunda et
Dukorereshamwe.**

Le collectif est formé de 40 femmes et 20 hommes. Nous avons décidé de nous mettre ensemble afin de répondre à un problème qui nous hantait tous : le décortiquage de riz. Nous sommes tous riziculteurs dans la vallée de Kiziba-Nyundo.

C'est ainsi que nous avons décidé d'acheter une machine décortiqueuse que nous avons installée ici à Nyeshenza, pas loin de la vallée rizicole. Nous avons collecté de l'argent auprès de tous les 60 membres et chacun devrait donner 175 000 Fbu. La machine nous a coûté 6 500 000 Fbu. Mais si nous incluons tous les accessoires, le projet est évalué à 10 500 000 Fbu.

Nous sommes au début de la rentabilisation de notre unité de transformation parce que nous avons commencé avec le décortiquage au mois de mai 2016 mais nous enregistrons déjà des progrès. Nous pouvons gagner autour de 200 000 Fbu par jour de décortiquage. En plus, le son de riz qui sert de nourriture pour le bétail nous donne aussi des revenus. Nous avons ouvert un compte à la COPEC où nous mettons tout l'argent que nous tirons du décortiquage et avons établi ensemble le règlement d'ordre intérieur de notre collectif comme nous sommes devenus une grande organisation.

Mais le grand problème auquel nous faisons face aujourd'hui est le manque d'électricité. Il existe en effet dans cette localité trois décortiqueuses et nous ne pouvons pas faire tourner les trois machines en même temps faute d'électricité suffisante. Un autre



problème qui nous est spécifique est que la parcelle que nous louons n'est pas assez vaste pour accueillir tout le riz de nos clients pour le stockage. Quand ils viennent décortiquer, ils nous amènent juste les quantités qu'ils peuvent porter eux-mêmes.

Nous payons 600 000 Fbu pour la location annuelle de la maison. Cela n'était pas un grand problème si on avait assez d'électricité pour faire tourner la machine. À cause de ce manque d'électricité, nous sommes obligés de nous concerter avec les autres décortiqueurs pour fixer les jours de travail et cela réduit le travail de décortiquage à un seul jour par semaine. Nous avons un machiniste et un veilleur, tous salariés que nous rémunérons respectivement 60 000 Fbu et 20 000 Fbu. Le peseur est par contre un bénévole membre du collectif. Le jour du décortiquage, nous déployons deux d'entre nous pour assurer le suivi.

Nous nous sommes dotés des organes dirigeants à savoir le conseil d'administration et le comité de surveillance et nous organisons, chaque fois que de besoin des réunions, pour soit évaluer notre travail, soit échanger des idées sur d'éventuels projets de l'avenir.

4 .IGG « DUFASHANYE » de Buhindo : culture de champignons

Notre IGG est formé de dix membres : cinq femmes et cinq hommes. L'idée de créer un groupe d'autopromotion et de solidarité est née en 2011 avec les formations reçues à l'époque du projet PREDYSOC. Depuis, nous avons fait la tontine rotative pendant un temps et cela nous a beaucoup aidé. Mais nous avons aussi connu une période d'arrêt de tontine entre 2013 et 2014 mais en relançant notre IGG en 2015, nous nous sommes adonnés à la culture des champignons.



L'idée de développer la culture des champignons est venue avec la visite d'échange d'expérience que nous avons faite dans la province de Kayanza où nous avons vu qu'ils cultivent déjà les champignons et qu'ils sont rentables. Dans notre localité, il existe beaucoup de gens qui ne mangent pas de la viande à cause de leurs convictions religieuses. C'est ainsi que nous avons lancé le 28 décembre 2015 la culture de champignons et la production commence à s'accroître. Nous gagnons en moyenne entre 35 000 Fbu et 40 000 Fbu avec la vente de champignons. La clientèle est tellement importante que nous ne parvenons pas à satisfaire la demande. Comme nous n'avons pas assez de substrats, nous voudrions essayer ceux à base des restes du haricot et du coton et nous ap-

provisionner en semences de champignons auprès d'ADISCO qui en fabrique actuellement.

Notre intention est de construire une autre maison non loin d'ici adaptée à la culture des champignons quant aux dimensions et à l'orientation par rapport aux rayons solaires.

Nous voudrions également nous lancer dans l'élevage de porcs. Nous cotisons 5 000 Fbu par personne et le montant disponible est déjà de 40 000 Fbu. Pour ce qui est des initiatives individuelles, tous les membres de notre IGG sont des agro-éleveurs. Chacun à un animal chez lui qu'il a reçu de l'IGG grâce à la tontine rotative.

8. Point de vue des bénéficiaires

L'IGG est un espace de socialisation et d'expression de solidarité mutuelle. Avec l'IGG, nous apprenons à être solidaire entre nous. Quand l'un des membres est confronté à des problèmes nous ne le laissons jamais seul. Nous faisons de notre mieux pour l'aider, qu'il s'agisse d'un événement heureux ou malheureux.

Ensuite, c'est au sein de l'IGG que nous pouvons réaliser nos rêves. Il y a des personnes qui ne sauraient jamais avoir un animal chez eux ou gagner de l'argent, peu soit-il, s'ils n'avaient pas adhéré aux groupes d'autopromotion. Pour moi, l'IGG m'a permis de continuer à payer les frais scolaires de mes enfants à la mort de mon mari. Je n'aurais pas pu m'en sortir si je n'étais pas membre de l'IGG. L'IGG m'aide sans cesse à résoudre quelques problèmes de la vie quotidienne. Ce sont notamment l'achat des engrais subventionnés, avoir un petit crédit, subvenir à certains besoins du ménage, ... Je n'aurais jamais



espéré avoir un jour un boisement comme celui que j'ai aujourd'hui si je n'avais pas adhéré à l'IGG. Les arbres sont actuellement grands, ils sont prêts pour la coupe et j'espère certainement en tirer profit. Pouvez-vous rêver mieux ?

Jonas Eric UWIZERA

News

La coopérative de Gitobe, un espoir pour ses membres



Gitobe est l'une des communes de la province Kirundo. Son éloignement de l'axe routier Ngozi - Kirundo fait d'elle, l'une des communes les plus enclavées économiquement et de la région. Cependant, son sol s'offre facilement aux activités agricoles et l'agriculture y présente une opportunité importante pour les paysans de cette commune.

Depuis 2010, ADISCO a étendu son intervention sur cette région à travers le Programme de renforcement du mouvement HAGURUKA (PROMOUVH BUGESERA-BWERU). Très vite, les leaders paysans identifiés et formés se sont mis au travail et ont accepté de prendre le lead dans un monde qui ne commence à peine de s'ouvrir au développement. Ces leaders s'appellent animateurs endogènes. Ces derniers sensibilisent les autres et commencent à mettre en place des IGG et à améliorer leurs exploitations familiales.

Plus tard en 2014, les membres des IGG décident de mettre en place une coopérative dénommée coopérative KORUYAGWE de Gitobe, la seule qui existe dans cette localité. Cette coopérative s'est focalisée sur les filières sorgho, manioc, haricots et riz mais il apparaît que le maïs va être l'une des filières privilégiées par cette coopérative.

Les débuts ne sont toujours pas faciles. En 2015, le gérant de la coopérative prend le large avec une partie de l'argent tiré de la vente de la production des membres de la coopérative. Cela n'entame pourtant en rien la volonté des membres à bâtir leur coopérative.

Jeunes comme adultes, tous veulent montrer ce qu'ils ont pu réaliser grâce au PROMOUVH BUGESERA. RIYAZIMANA Emmanuel est un jeune de la colline Cumba : « J'étais parti à Bururi pour chercher du travail comme les autres jeunes et c'est de là que j'ai entendu parler de la coopérative pour la première fois. J'ai regardé les beaux champs des membres de cette coopérative et j'ai constaté que j'étais en arrière et que j'avais laissé derrière moi des opportunités importantes. Quand je suis rentré chez moi, je me suis mis à travailler et j'ai adhéré à la coopérative qui venait de naître. J'ai cultivé ce beau champ de maïs. Aussitôt après la récolte j'ai acheminé toute ma récolte de maïs à la coopérative qui n'est pas loin d'ici ».

Toujours sur la même colline, un autre jeune, SIBOMANA Séverin, a aménagé son exploitation en EFI. C'est un champ avec des cultures intégrées en quantité et en qualité. Voici son témoignage : « J'ai commencé mon projet avec l'arrivée du PROMOUVH

BUGESERA-BWERU dans notre commune. On nous a appris comment gérer notre terre et je suis allé à Muyinga pour acheter les rejets de bananier amélioré. J'ai partagé le champ en plusieurs parcelles par des lignes de fourrages pour ma vache. Ici vous y voyez les bananiers améliorés et quelques gréviléas tout au long du sentier. Plus loin, j'y cultive le maïs et les haricots et ma maison se trouve dans une autre parcelle. Plus loin encore sur la colline, j'ai planté les eucalyptus ». Bref, c'est une EFI à part entière.

Cependant, il n'est pas toujours facile de construire une EFI sur de petits lopins de terre, dans un environnement sous la pression de la démographie. Certains ont intégré la pratique de l'EFI mais d'une autre manière. Gérard NDAYIKENGURUTSE, un autre jeune de la colline Cumba précise : *« A part quelques familles qui ont des terres plus ou moins vastes, la terre est morcelée. Comme je ne peux pas réaliser une EFI sur une très petite parcelle j'ai pensé que je peux faire la même chose que les autres mais sur différentes parcelles. Ainsi, une parcelle est réservée à la culture du riz dans le marais, une autre à côté est destinée au maïs, un peu plus haut sur le versant de la colline ma maison est entourée d'une bananeraie améliorée et plus loin j'ai quelques plants fruitiers et une partie est réservée à la culture du haricot et du maïs ».*

Quinze kilomètres plus loin vers l'Est, sur la colline Gahosha, les gens de la localité sont aussi engagés pour la coopérative. Dieudonné MAJAMBERE, fils de Libérate MIBURO, est animateur endogène de la localité. Il possède un beau champ de maïs : *« Cette année, le maïs a bien poussé. Chez nous le sol est caillouteux et est fertile. Le maïs et le haricot, donnent de bons rendements sur notre colline. Nous avons eu la chance*



cette année, la coopérative nous a aidés à trouver de bonnes semences de maïs et la récolte est bonne ».

Dans des coins aussi enclavés, les infrastructures sociales comme les écoles par exemple y sont souvent rares. En effet l'école la plus proche de la colline se situe à plus de 8 km et on doit traverser une petite rivière. Seuls les enfants autour de 8 et 10 ans peuvent commencer l'école. C'est ainsi que quatre IGG, ayant relevé ce défi, ont formé une union et initié bénévolement l'alphabétisation des adultes pour leurs membres non instruits. Ces apprenants sont tous membres de la coopérative. Aujourd'hui, ils ont débuté l'enseignement maternel pour les enfants des moins de 8 ans qui ne peuvent pas aller à une école située très loin de leur colline. A travers les travaux de développement communautaire, ils veulent impulser les habitants de toute la colline à construire une école primaire tout près de chez eux.

Ayant constaté leur volonté et leur initiative, l'administration a cédé un terrain sur lequel l'école primaire sera construite et les membres de l'union des quatre IGG auxquels se sont joints les habitants de cette colline ont déjà commencé la collecte de moellon pour la fondation.

Le dynamisme des membres de ces IGG est tellement fort que chacun(e) veut absolument montrer ses réalisations : tel un beau champ de maïs, une vache et de belles chèvres, tel autre un porc, une maison couverte de tôles, etc. Ils disent qu'avant l'intervention de l'ADISCO il n'y avait jamais eu d'autres acteurs de développement dans la localité et qu'ADISCO s'y est présenté comme une opportunité à saisir au premier bond.

Jonas Eric UWIZERA



Fiches techniques

Elevage de porc, de cobaye et culture d'oseille

1. Elevage de porc

Ménages, commerçants, boucheries (artisanales ou modernes), charcuterie, restaurants, rôtisseries et services traiteurs, vente du fumier et autres unités de transformation sont autant de débouchés pour la commercialisation du porc. Cet animal suscite un grand engouement chez les éleveurs burundais et avec raison, car l'élevage du porc présente beaucoup d'avantages comparativement aux autres animaux. En effet, son rendement en carcasse est plus élevé tandis que l'espace nécessaire pour l'élevage est réduit. Voici quelques conseils techniques pour un élevage optimal.

1.1 Race

Il existe différentes races de porc dont la race locale, de couleur noire (porc *Gascon*) et les races croisées, les plus connues étant *Large White*, *Landrace* (tous blancs) et *Piétrain* (tacheté). Les races croisées sont moins répandues au Burundi car inconnues des éleveurs qui ne font pas l'élevage de porc comme profession. La race noire présente sur toutes les collines du pays a malheureusement un rendement de production faible (6 à 8 petits par portée) et beaucoup d'éleveurs attachent peu d'importance à leur entretien (logis, alimentation et soins médicaux).

Par contre, les races croisées ont un meilleur rendement, aussi bien pour la masse/poids de l'animal (peut atteindre 300 kg) que pour le nombre de petits mis bas (en moyenne 10,4 à 12,45 petits par portée).

1.2 Reproduction

Le porc peut se reproduire à l'âge de 8 mois et une fois adulte, 2 mises bas sont prévues par an, car sa période de gestation est de 3 mois, 3 semaines, 3 jours en moyenne (3-3-3). Le sevrage a lieu 2 mois après la mise bas. Une fois parturiente, la truie a besoin d'une alimentation variée pour produire de bons porcelets. Afin de leur assurer une bonne croissance, les mâles sont castrés à partir de l'âge de 3 mois. Les reproductions consanguines sont à éviter à tout prix car ils augmentent les risques de maladies et réduisent sensiblement le rendement. Chaque truie doit vivre seule et se joint à un verrat uniquement au moment



de l'accouplement. Quant aux porcelets, ils doivent vivre en petit nombre après le sevrage pour s'assurer de leur alimentation.

1.3 Alimentation, Logis et croissance

Il suffit de 6 à 7 mois pour amener un porcelet de 1,2 kg (à la naissance) à 90-100 kg.

Omnivore, le porc mange tout. Néanmoins, il existe une alimentation recommandée en fonction de son âge et de l'état physiologique de la truie.

Ainsi, les tourteaux faits du son de riz, du son de maïs, du son de blé ou des noix de palme constituent une alimentation équilibrée pour le porc. Pour éviter qu'il ait trop de graisse et donc qu'il soit charnu, ajouter à son alimentation de la drêche des brasseries et de la levure de bière à partir de 3 mois. Selon qu'il a été habitué, le porc peut manger beaucoup ou peu. Un petit mange normalement 2 kg de tourteaux par jour, donc 1 kg le matin et 1kg le soir. Il est mieux d'y associer les restes des nourritures pour que la croissance du porcelet ne soit ralentie. Attention pas de savon ! Quant à l'adulte, 4 kg de tourteaux suffisent : 2 kg le matin et 2 kg le soir. Il est conseillé d'y associer les végétaux pour qu'il produise aussi du fumier en abondance et de leur donner de la nourriture chaque jour aux mêmes heures (par exemple tourteaux entre 6h-8h et fourrage en après-midi). L'eau propre mélangée avec les tourteaux doit être en permanence dans l'abreuvoir pour que l'animal puisse se désaltérer chaque fois que de besoin.

Un exemple d'un plan de nutrition d'un éleveur Camerounais pour ces races Landrace et Large white se présente comme suit :

Poids ou désignation de l'animal	Quantité de l'aliment (formulation développée par l'éleveur en collaboration avec une entreprise de provenderie)
De la naissance au sevrage (42 j), 0-10 kg	S'assurer qu'il a pris le colostrum (premier lait de couleur jaunâtre)
Porcelet de 10 -20 kg	0.5 à 1.5 kg/ Jour
Porc de croissance, 20 à 60 kg	1,5 à 2 kg/Jour
Porc finition 60 à 100 kg	2 à 3 kg /Jour
Verrat vide mâle reproductif	2 kg/ Jour
Truie vide	2,5 kg/Jour
Truie allaitante (ajouter 0.4kg par porcelet)	Soit 4 à 5 kg/Jour

Le porc ne demande pas un espace important pour grandir. Il est conseillé de cimenter la porcherie en pente pour éviter des eaux stagnantes. Il faut 5-6 m² par verrat et 9-12 m² par truie avec ses petits. Il faut veiller à ce que la largeur du bâtiment soit positionnée parallèlement au levé et au coucher du soleil c'est-à-dire dans le sens Est-Ouest. Si le bâtiment a été construit sans respecter ces normes, on peut planter les arbres pour éviter l'effet du soleil. La porcherie doit être bien couverte pour éviter que les rayons solaires frappent les animaux et causent des maladies. La litière devrait être mouillée en permanence pour que les porcs s'y cachent s'il fait chaud, climat que leurs corps gras supportent mal. Eviter également le froid aux porcelets.

1.4 Maladies et traitement

L'hygiène est très importante pour le maintien de la porcherie et pour éviter les contaminations. Eviter les visites constantes car les germes sont facilement transmissibles. Dans l'idéal, prévoir une désinfection à base de pédiluve pour les mains et les pieds avant de pénétrer à la porcherie. En effet, quelqu'un ayant été en contact avec un porc malade peut facilement contaminer les vôtres. Eviter également le contact



avec les porcs en divagation. Désinfecter régulièrement la porcherie avec du crésyl ou de l'eau de javel (1 fois par semaine) ; nettoyer quotidiennement les abreuvoirs et les mangeoires. Mettre en observation (en quarantaine) les animaux qu'on vient d'acheter.

Le porc est, si mal ou pas entretenu, sujet à diverses maladies dont la peste porcine qui peut ravager 90% du troupeau, la salmonellose et le rouget de porc pour ne citer que celles-là. Il faut respecter son programme de prophylaxie (voir le vétérinaire communal). Pulvériser des insecticides pour chasser les parasites pouvant leur transmettre les maladies. Pour lutter contre les vers intestinaux, il faut leur administrer les comprimés anti verminoses une fois le mois et un ivermectine une fois les 3 mois pour les jeunes et pour les truies parturientes. Certains éleveurs utilisent des plantes médicinales telles que l'aloès vera et le moringa.

1.5 Compte d'exploitation prévisionnel

La durée de vie d'un porc est au maximum de 4 ans mais ce compte d'exploitation s'étale sur 2 ans. On considère que l'éleveur achète des porcelets (10), les engraisse et après la mise bas, il revend les porcelets. Signalons que l'option d'embouche est encore plus rentable.



Compte d'exploitation prévisionnel porc (option vente des porcelets)

INVESTISSEMENT (BIF)						
Porcherie						
Désignation	Unité	Quantité	Coût Unitaire en Fbu	Coût Total en Fbu	Durée/ année	Amortissement annuel
1. Planches	Pc	150,0	500,0	75 000,0	5,0	15 000,0
2. Clous	Kg	5,0	1 000,0	5 000,0	5,0	1 000,0
3. Chaume	Tas	10,0	2 000,0	20 000,0	3,0	6 666,7
4. Seau 15l	Pc	1,0	4 000,0	4 000,0	3,0	1 333,3
5. Balais	Pc	2,0	2 000,0	4 000,0	3,0	1 333,3
6. Pelles	Pc	2,0	5 000,0	10 000,0	5,0	2 000,0
7. Trident	Pc	1,0	5 000,0	5 000,0	5,0	1 000,0
8. Houes	Pc	2,0	5 000,0	10 000,0	5,0	2 000,0
9. Mangeoires	Pc	10,0	3 000,0	30 000,0	5,0	6 000,0
S/total Porcherie				163 000,0		36 333,3
Animaux						
Porcelets	Bête	10,0	35 000,0	350 000,0		
S/total investissement				513 000,0		
Fonctionnement annuel						
Désignation	Unité	Quantité	Coût unitaire en Fbu	Coût total en Fbu		
Achat des tourteaux	Kg	7 280,0	300,0	2 184 000,0		
Achat des médicaments	FF	1,0	100 000,0	100 000,0		
Main d'œuvre	mois	12,0	30 000,0	360 000,0		
Imprévus (10%)				264 400,0		
S/total fonctionnement					2 908 400,0	
Recettes annuelles probables						
Année 1 (une mise bas de 10 petits)						
Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire en Fbu	Prix Total en Fbu		
1. Vente des porcelets	bête	100,0	35 000,0	3 500 000,0		
2. Vente Fumier	Tonnes	2,0	20 000,0	40 000,0		
Total				3 540 000,0		
Bénéfice An 1	595 266,7					
Année 2 (2 mises bas, 20 petits)						
1. Vente des porcelets	bête	200,0	35 000,0	7 000 000,0		
2. Vente fumier	Tonnes	4,0	20 000,0	80 000,0		
TOTAL				7 080 000,0		
Bénéfice An 2	4 135 266,7					

Chantal NTIMA

2. Elevage de cobaye

Le cobaye est un petit animal d'origine sud-américaine. Il pèse 400 à 600 g à l'âge adulte. Sa longueur est environ 15 à 30 cm. Il a une grosse tête rattachée au corps sans être séparée par un cou. Son nom scientifique est *Cavia cobaya* et il est classé dans la catégorie des rongeurs. C'est un herbivore, sa durée de vie est de 3 à 4 ans, il aime le calme et s'adapte à la chaleur, c'est pour cela qu'il peut être élevé à la cuisine. Sa chair est très appréciée et c'est un animal très prolifique. C'est un élevage rustique et peu coûteux, qui ne demande pas de connaissances particulières.



2.1 Conduite de l'élevage

2.1.1 Logement

Le cobaye peut être élevé aussi bien en cage qu'au sol. Cependant, l'élevage au sol présente de meilleurs résultats et il est moins coûteux. On peut donc soit aménager un coin dans la cuisine, soit fabriquer une caisse pour abriter les cobayes. L'entrée de la cuisine sera barrée d'une planche. A l'intérieur de la cuisine les cobayes circulent en toute liberté. Le logement doit avoir une bonne couche de paille car les cobayes aiment se cacher, aussi un abreuvoir pour l'eau et une mangeoire pour recevoir l'aliment concentré. L'abreuvoir peut être une assiette ou un gobelet solidement fixé au sol.

2.1.2 Reproduction et sélection

Le choix des reproducteurs n'est souvent basé que sur un seul critère, celui d'éliminer les animaux âgés, devenus trop gras et impropres à la reproduction. Les mâles trop âgés deviennent agressifs vis-à-vis des femelles qu'ils ne laissent pas les approcher. Les femelles trop grasses ne reproduisent plus.

Le mâle atteint la puberté à 3-4 mois. Un mâle peut servir 5 à 10 femelles. Les femelles atteignent la puberté vers l'âge de trois mois. Les cobayes s'accouplent à n'importe quel moment et, contrairement aux lapins, l'accouplement ne nécessite pas une préparation particulière. Il suffit que le mâle et la femelle soit mis ensemble. Les cobayes se reproduisent toute l'année. La durée de gestation est de 65 à 70 jours. Lors de la mise bas, la femelle ne construit pas de nid. Elle se cache dans un coin et la naissance des petits se fait rapidement. Les petits marchent à leur naissance, l'allaitement se fait durant 15 jours seulement ; le sevrage est très rapide. Un cobaye donne à la naissance une portée moyenne de 3 animaux. Il faut éviter de toucher les nouveau-nés. Pour bien gérer l'élevage des cobayes, il ne faut pas conserver une femelle reproductrice pendant plus de 12 mois et un

mâle pendant plus de 14 mois. Car cela peut entraîner des problèmes de consanguinité et occasionner des mortalités.

2.1.3 Alimentation des cobayes

Son alimentation de base est le fourrage. Mais pour équilibrer cette alimentation, il faut lui donner aussi du concentré. Le fourrage peut être constitué de feuilles vertes ou légèrement séchées. Les cobayes aiment les feuilles de Sissongo, les feuilles de chou, les feuilles de patate douce et surtout des restes de cuisine. Les fruits sont aussi très bons pour les cobayes, on peut leur donner des papayes ou des ananas ou à défaut leurs épluchures. Le cobaye aime bien manger la nuit.

Il faut éviter de donner au cobaye des herbes très jeunes ou fraîchement coupées, car ces feuilles peuvent provoquer de la diarrhée chez les animaux. Il est recommandé de couper les herbes la veille ou très tôt le matin et les laisser sécher par la suite à l'ombre avant de les servir. Ces herbes peuvent être distribuées sur le sol ou suspendues à une hauteur très proche du sol. Le concentré doit être servi dans la mangeoire qui peut être un bol ou une vieille assiette. A titre indicatif, l'aliment concentré peut être composé de : Maïs : 34%, son de blé 40%, tourteau de coton 25%, sel 1% ;

Ainsi, en plus du fourrage qui sera distribué ainsi que de l'eau de boisson, on pourra donner à chaque animal 41 g de cet aliment chaque jour, surtout pour le cobaye qui allaite.

2.1.4 La santé des cobayes

Les cobayes sont de santé robuste. Ils ne sont pas souvent malades. Les seuls cas de repère sont les suivants :

- Une alimentation toxique ayant entraîné la mort ;
- Une constipation due au fait qu'on ne leur donne

pas à boire ;

- Les parasites, puces ou chiques qui attaquent les pattes en saison des pluies.

Pour assurer l'hygiène des cobayes, il faut :

- Toujours garder propres leur logement, les abreuvoirs, les mangeoires et l'eau. Renouveler la litière une fois par semaine en sortant la vieille paille et en la remplaçant par une nouvelle fraîchement coupée ;
- Si les animaux souffrent de diarrhée, le renouvellement de la litière doit se faire régulièrement.

2.2 La clientèle

Ailleurs dans d'autres pays comme au Cameroun, la période des fêtes de fin d'année sont la plus grande période de vente des cobayes, si vous êtes un éleveur bien connu, vous pouvez vendre plus de 1000 cobayes durant cette période.

Au Burundi, l'élevage des cobayes existe, mais il est peu pratiqué. Seules les familles pauvres font l'élevage des cobayes et souvent ce sont des enfants qui prennent soin de ces animaux. On retrouve les cobayes sur les marchés locaux pendant toute l'année. Les gens achètent des reproducteurs pour leur propre élevage. D'autres en achètent pour leur consommation car la chair de cobayes est très appréciée surtout pour des enfants victimes des maladies liées à la carence alimentaire. En plus, dans un pays où la consommation de la viande est rare (les jours de fêtes dans beaucoup de familles rurales), les cobayes sont une source facile et bon marché de la viande. Les prix varient entre 1000 Fbu et 1500 Fbu l'unité.

2.3 Le cobaye en quelques chiffres

- Poids moyen à l'âge adulte: 400 g à 600 g.
- Le cobaye a une longueur qui oscille entre 15 et 30 cm.
- Durée de vie: 3 à 4 ans.
- Maturité sexuelle: 3 à 4 mois.
- Durée de la gestation: 65 à 70 jours.
- Allaitement des cobayes: 15 à 16 jours.
- Température optimale d'élevage: entre 17 °C et 24°C.
- Humidité optimale d'élevage: 40 à 60 %.
- 8 sur 10. C'est le nombre des régions du Cameroun où on peut bien élever les cobayes, à l'exception du Nord et de l'Extrême-Nord.
- A plus de 32°C, le cobaye a des problèmes de survie.
- 110 mâles et 110 femelles. C'est le nombre de cobayes qu'on peut obtenir annuellement en élevant 1 famille de 1 mâle +10 femelles.

Adapté par Jonas Eric UWIZERA

Source : http://www.lavoixdupaysan.org/lejournalepratique.php?subaction=showfull&id=1264597489&archive=&start_from=&ucat=13 (consulté le 5 août 2016 à 15h15)
http://www.lavoixdupaysan.org/lejournalepratique.php?subaction=showfull&id=1401187235&archive=&start_from=&ucat=22 (consulté le 25 août 2016 à 11h40)

3. Culture de l'oseille



L'oseille est une culture peu pratiquée au Burundi. On la rencontre souvent dans des jardins près des églises protestantes ou disséminées dans des plantations de café. C'est rare de la trouver cultivée à grande échelle au Burundi. Pourtant, l'oseille est une culture intéressante du point de vue nutritionnel et thérapeutique. Elle peut être consommée sous forme de sauce de feuilles ou calices aux arachides, de jus à base de calices rouges séchés, de sirop ou de confiture. L'infusion de l'oseille posséderait des vertus médicinales dont la diminution des risques de maladies cardiovasculaires, l'action anti-inflammatoire, l'action tonifiante et amincissante. En externe, les compresses imbibées d'infusion réduisent les œdèmes, les eczéma, les dermatoses ainsi que les abcès.

3.1 Exigences écologiques

L'oseille peut être cultivée partout au Burundi. Elle donne des rendements satisfaisant pour une pluviométrie allant de 800 à 1600 mm sur une période continue d'au moins six mois, dans des températures variant entre 18 et 35° C. la durée du cycle végétatif varie de 150 à 180 jours.

3.2 Conduite de la culture

3.2.1 Préparation du sol

La préparation du sol doit donc permettre l'ameublissement des couches les plus profondes possibles. En sol léger et sablonneux, un labour de 10 à 15 cm de profondeur est recommandé. En sol lourd et argileux, un labour de 20 à 25 cm de profondeur permet une bonne infiltration de l'eau et un bon développement racinaire et par conséquent une bonne alimentation de la plante.

3.2.2 Le semis

La dose de semences est de 3 à 4 kg à l'hectare. Trois grains sont semés par poquet. Les semences doivent être traitées avec des insecticides et fongicides pour contrôler les fontes de semis et les attaques précoces de chenilles défoliatrices et d'insectes piqueurs suceurs.

L'écartement recommandé entre les lignes est alors de 80 cm ; l'écartement sur la ligne est de 40 cm.

Si l'écartement entre les lignes est réduit à 70 cm, l'écartement entre poquets sur la ligne peut être augmenté jusqu'à 45 cm pour obtenir le même niveau de densité.

La profondeur de semis doit se situer entre 2 et 3 cm. Au-delà, des difficultés de germination peuvent survenir.

Il est indispensable de procéder à des resemis en cas de faible levée (pour obtenir la densité optimale). Les resemis se font au plus tard au 10ème jour après levée. Lorsque le resemis se fait tard, les plants issus des derniers semis sont gênés dans leur croissance par les premiers plants.

Le démarriage est nécessaire quel que soit le mode de semis. Il convient donc de démarier en laissant un seul plant par poquet.

3.2.3 La fertilisation

L'oseille est une culture qui répond bien à la fumure organique.

Le fumier est épandu à la dose de 8 à 16 tonnes à l'hectare suivant la nature des sols, soit 2 à 4 tonnes par ¼ d'hectare (corde). L'épandage est renouvelé tous les 3 ou 4 ans. Lorsque le fumier est utilisé à cette dose, on peut réduire de moitié la dose de l'engrais NPK.

Il est proposé d'épandre le NPK après levée et en le fractionnant comme suit:

- 100 kg/ha à 10 jours après levée recouvert par un sarco-binage ;
- 100 kg /ha à 25 jours après levée. Ce deuxième épandage doit être couplé avec le 1er épandage de l'urée. La dose recommandée de l'urée est de 100 kg /ha et l'épandage doit être fractionné ;
- Le 1er épandage doit intervenir en même temps que le 2ème épandage de NPK soit 25 jours après levée. On apporte alors 50 kg/ha ;
- Le 2ème épandage doit intervenir au stade bouton floral (70 jours après levée). On apporte alors les 50 kg/ha complémentaires.



3.3 Parasitisme et traitement phytosanitaire

L'oseille est résistante contre les attaques des insectes. Mais elle peut être attaquée occasionnellement par les mêmes parasites que le coton et le Gombo qui sont tous de la même famille. Les parasites les plus fréquents sont l'altise (*Niostrata* sp) qui est un coléoptère de petite taille qui perfore les feuilles, la cétoine, les jassides, les nématodes (*Meloidogyne* sp), etc. On rencontre également des maladies cryptogamiques dont le flétrissement dû au *Fusarium* sp et le blanc (*Oidium abelmoschi*) qui provoquent la pourriture des feuilles et leur chute.

La méthode de traitement G.I.P.D : « Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs. » peut être utilisée. C'est un système de traitement qui cherche à promouvoir l'utilisation des moyens de lutte non chimiques (utilisation des bio-pesticides, techniques culturales...). L'utilisation de pesticides chimiques est un ultime recours. S'il s'avère nécessaire, on peut utiliser le diméthoate, l'acephate, deltaméthrine, le lambda cyalothrine contre les chenilles, les jassides et les cétoines. Contre les nématodes, il est recommandé d'utiliser du carbofuran. Le soufre peut être utilisé pour le contrôle du blanc. Concernant le flétrissement, l'utilisation de cultivars résistants est recommandée.

3.4 La récolte et rendement

Les récoltes de feuilles peuvent débuter assez rapidement, 6 à 8 semaines après le semis, et être renouvelées 2 à 3 fois. La récolte de calices se fait 5 à 6 mois après le semis ou 15 à 20 jours après la floraison quand ils sont tendres et charnus. Le calice est détaché de la capsule par incision sur sa base cartilagineuse. Sur l'oseille, la maturation des capsules ne se fait pas en même temps. Les capsules des rameaux inférieurs et

médians mûrissent les premiers. C'est pourquoi la récolte doit être étagée.

Les rendements sont d'environ 1 kg à 1,4 kg de calices frais par pied.

Les rendements ont été estimés à 10.500 kg/ha de capsules donnant 4 620 kg de calices frais soit 740 kg/ha de calices secs.

3.5 Importance économique de la culture

Au Burundi, l'oseille est commercialisée majoritairement dans les milieux protestants où il est consommé comme boisson non alcoolisée ou sous forme de thé. Les pétales des fleurs de l'oseille séchées sont vendues dans des boutiques se trouvant dans les centres urbains.

3.6 Compte d'exploitation prévisionnel de l'oseille en culture intensive sur une superficie d'un hectare

N°	Désignation	Unités	Quantité	Coût unitaire Fbu	Coût total FBu
A	Charges				
A.1	Semences	kg	4	3 000	12 000
A.2	Engrais NPK	kg	200	1 500	300 000
A.3	Urée	Kg	100	1 200	120 000
A.4	Fumure organique	Tonne	8	80 000	640 000
A.5	Insecticide (exceptionnellement)	litre	4	17 000	68 000
A.6	Sacs vides	pièce	35	800	28 000
A.7	Labour	ha	1	200 000	200 000
A.8	Semis	ha	1	135 000	135 000
A.9	1 ^{er} sarclage	ha	1	135 000	135 000
A.10	2 ^{ème} sarclage	ha	1	135 000	135 000
A.11	Récolte et décalicage	kg	740	150	111 500
A.12	Séchage	kg	740	75	55 500
A.13	Ensachage	kg	740	30	22 200
A.14	Transport	kg	740	60	44 400
Total Charges					2 006 100
B	Produits				
B.1	Vente de calices séchés	kg	740	6 000	4 400 000
Total Produits					4 400 000
Bénéfice à l'hectare					2 433 900

Clément NTEZAHORIRWA

Sources

http://www.lavoixdupaysan.org/23.php?subaction=showfull&id=1243339120&archive=&start_from=&ucat=23&https://https://fr.wikipedia.org/wiki/Hibiscus_sabdariffa

Manuel de formation sur le bissap (*hibiscus sabdariffa*), Programme sénégal-allemand d'Appui à la Décentralisation et au développement Local (PRODEL)Dakar/Kaolack/Fatick/Kaffrine au Sénégal, Dakar 2012

EFI ou comment vivre de sa terre comme un fonctionnaire de l'Etat...



Je m'appelle HAKIZIMANA Tite, colline Kiremera, Commune Giheta. J'ai réellement commencé mes activités agricoles en 2012. Tout est venu des formations que nous avons bénéficiées du programme HAGURUKA de l'ADISCO qui nous a montré l'importance de la bonne gestion et le bon aménagement de nos propriétés. Avant nous faisons comme le faisaient nos ancêtres et la production était maigre. C'est ainsi qu'ayant déjà compris les règles du jeu, j'ai décidé de mettre en place une EFI (exploitation familiale intégrée). Je suis allé acheter les rejets de bananiers améliorés à Muyinga pour mettre en

place une vraie bananeraie, en remplacement des variétés locales et en association avec les pruniers du Japon. J'ai fait des bénéfices importants qui m'ont permis d'améliorer sensiblement mes revenus. Ma propriété est aujourd'hui bien organisée. J'ai planté des arbres tout près du marais, une autre partie est occupée par les ignames plantées l'année passée, d'autres parcelles sont réservées à la culture de haricots, arachides, maïs, niébés, etc.

Ma bananeraie mesure 80 m de long sur 60 m de large. Avec la vente des régimes ou du vin de bananes, je peux facilement gagner entre 180 000 Fbu et 200 000 Fbu par mois. Les autres cultures qui me procurent des revenus sont le haricot, le maïs et le niébé. Pendant l'été, à part l'argent que je tire de la bananeraie, les ignames me donnent aussi beaucoup d'argent. Les clients viennent nombreux pour acheter des tas d'ignames à raison de 2.000 Fbu le tas!

Bref, un paysan qui a aménagé sa propriété et ses cultures de façon intégrée n'est en rien différent d'un fonctionnaire de l'Etat qui touche son salaire



mensuellement et a toujours un revenu régulier et permanent.

Pour la bananeraie, elle donne des régimes toutes les saisons! Au sein de notre IGG, nous en sommes aujourd'hui à la transformation de vin de bananes de façon moderne. On nous a formé sur les techniques de fabrication du vin de banane de qualité mais le problème auquel nous faisons face est le manque de matériel de grande capacité pour produire plus. Ce vin exige beaucoup de propreté et du coup nous ne pouvons plus utiliser les auges. Si nous pouvions obtenir une machine pour nous aider à presser le jus de bananes, nous pourrions nous développer davantage et développer en même temps notre culture de banane. En attendant de trouver du matériel approprié, nous continuons à produire avec nos moyens traditionnels et nous vendons notre vin auprès des cabaretiers ou ceux qui vendent les bananes fruits pour le dessert.

Nos champs ont toujours besoin de fumier. Quand je vends quelques régimes je trouve facilement de l'argent pour acheter le fumier de vaches destiné à amender mes champs. J'ai une vache, sept chèvres et un porc mais tous ces animaux ne peuvent pas produire assez de fumier pour mes champs, je suis donc obligé de recourir à l'achat du fumier auprès de mes voisins. Cette saison, je me prépare pour la culture de la pomme de terre dans le marais et j'ai besoin de 300 kg de semences ainsi que de la fumure organique. J'ai déjà acheté un tas de fumier à 170 000 Fbu et je ne pouvais trouver tout cet argent que dans ma bananeraie!

J'ai déjà ouvert un compte à la COOPEC que j'alimente régulièrement et me permet de réaliser mes projets agricoles sans difficulté.

**Propos recueillis par
Jonas Eric UWIZERA**

Des jeunes qui veulent réellement avancer...

NIYONKURU Juvent, colline Nyarunazi, commune Rutegama, province Muramvya.



Mon métier est la fabrication de craies. J'ai commencé en décembre 2015. Le projet PAEJ est venu identifier les jeunes artisans et moi j'étais au départ soudeur. Je me suis fait inscrire et nous avons reçu des formations notamment sur l'autopromotion et l'innovation. Au cours de ces formations, on nous a encouragés et conseillés à faire de l'épargne et à mieux organiser nos métiers. En effet, avant je trouvais un peu d'argent dans la vente des produits de la soudure mais j'utili-

sais tout l'argent reçu le même jour sous prétexte que le lendemain je pouvais encore gagner de l'argent.

Avec le projet PAEJ, on nous a appris l'importance de nous regrouper au sein des IGG (Groupes d'autopromotion et de solidarité) pour que nous puissions mobiliser de l'argent qui sert de petits crédits à travers la tontine accumulative et rotative pour que nous puissions réaliser nos projets. Chaque membre de l'IGG bénéficie tour à tour de ce crédit. Nous avons appris plein de choses notamment l'enregistrement des entrées et des sorties dans un registre, les techniques de production et le raisonnement par l'entonnoir qui consiste à imaginer beaucoup de projets afin de maximiser les chances d'augmentation des revenus.

Un jour je suis allé à Bujumbura, je suis passé à côté d'une fabrique artisanale de craies et j'ai eu envie d'essayer. Ayant réussi mes premiers essais, j'ai contacté le chef du projet PAEJ pour qu'il me donne des conseils et surtout pour qu'il m'aide à trouver les moyens financiers afin de démarrer mon projet car je ne disposais ni du matériel ni de la matière première. Dans les usages du projet PAEJ tout demandeur de crédit doit d'abord avoir mobilisé un montant de départ, ce que j'ai fait et un crédit m'a été accordé pour lancer mon activité.

En même temps, je continue le métier de soudure mais je me concentre pour le moment beaucoup plus sur la production de craies. Comme je ne peux pas produire seul assez pour mes clients, j'ai engagé six jeunes journaliers qui m'aident dans ce travail afin de satisfaire la clientèle. ADISCO m'a donc beaucoup aidé dans la recherche de marchés via le projet PAEJ. Par exemple, l'animateur Philibert m'a aidé à accéder aux marchés de la province Gitega. D'ailleurs les craies que voici vont partir demain matin à Gitega. Il existe d'autres directeurs d'écoles de notre province comme dans les communes Rutegama, Mbuye, Bukeye, Kiganda, Muramvya et ailleurs qui sont devenus mes clients grâce à notre gouverneur qui les a encouragés à acheter les craies chez moi. Je peux produire par jour entre 20 et 25 cartons d'une valeur de 60 000 Fbu et 70 000 Fbu.

Beaucoup de choses ont changé dans ma vie depuis que je connais le projet PAEJ car la fabrication de craies me procure beaucoup de revenus. Avant, quand mon enfant tombait malade, j'avais d'énormes difficultés à le faire soigner mais aujourd'hui s'il arrive que mon enfant tombe malade, je trouve facilement de l'argent pour le faire soigner. Bref, ce métier m'a permis d'évoluer sensiblement et j'espère que dans les jours à venir je continuerai à enregistrer des progrès.

Propos recueillis par
Jonas Eric UWIZERA



L'agri-élevage au Cameroun

Interview de MARTIN TOUANG, paysan modèle de Galim au Cameroun et leader paysan de l'OP BINUM, accordé au directeur de « La Voix des Collines ». Tel.00237 67720885

L VDC : Bonjour Martin, tu es certainement un des meilleurs paysans d'Afrique ? Quel est ton secret ?

Martin : Mon premier secret, c'est la diversification organisée, l'EFFICC que tu nous a enseigné quand tu étais encore au Cameroun. Comme tu viens de le découvrir, mon exploitation est bâtie essentiellement sur la culture du maïs comme tous les paysans de la région, mais aussi sur l'élevage de porcs, la culture de l'arachide, la réintroduction progressive du café, l'entretien de quelques palmiers (même si nous sommes dans une zone marginale du palmier, je n'achète plus d'huile depuis huit ans grâce à ces 38 palmiers), mais surtout comme je deviens vieux, je constitue ma pension par la culture de l'avocatier. Un avocatier peut occuper une superficie de 10 m² et peut rapporter jusqu'à 10.000 F CFA/an. Difficile de trouver une autre culture qui puisse produire autant d'argent sur cette superficie et qui me demandera peu de ressources pour l'entretenir et le mettre en marché.

Mon second secret, c'est la volonté d'innover à tout moment. J'ai soif d'apprendre et chaque fois qu'un nouveau projet est lancé, je m'approche des promoteurs et essaie d'en tirer le maximum. C'est vrai aussi



que je suis devenu un paysan formateur et les projets me courent derrière.

Mon troisième secret, c'est la persévérance. Les paysans, surtout les jeunes, se découragent vite et se lancent dans des activités spéculatives qui rapportent vite, mais qui sont peu durables. Imagine-toi, la persévérance dont j'ai dû faire preuve quand l'Eglise catholique a décidé de nous exproprier des terrains que nous occupions depuis vingt ans. J'ai dû tout recommencer à zéro. Il faut beaucoup de persévérance pour réussir en agriculture.

LVDC : Pourquoi à ton avis, les paysans restent souvent pauvres en Afrique ?

Martin : Les paysans peuvent être riches matériellement, mais rarement financièrement. Ils peuvent disposer de terres, d'animaux et même de matériel agricole comme moi et continuer à vivre dans la pauvreté. Il manque cruellement de l'argent aux paysans pour pouvoir valoriser ces ressources.

Les projets de développement veulent toucher un maximum de personnes et saupoudrent de petites sommes d'argent à de nombreux paysans et aucun d'eux au final ne peut décoller. Un paysan comme moi pour vraiment décoller définitivement aurait besoin de 5 millions de FCFA à un taux d'intérêt qui ne dépasse pas 5% par an et cela pendant cinq ans. Je pourrai ainsi radicalement transformer mon exploitation et la moderniser de manière irréversible.

LVDC : Pourquoi les paysans des environs et ceux que tu formes n'arrivent pas à t'imiter ?

Martin : Le plus grand problème des paysans est qu'ils ne croient pas à l'agriculture. Ils sont convaincus qu'il s'agit d'un métier dégradant réservé aux vieilles personnes et tout le monde ici rêve de devenir commerçant pour s'enrichir facilement et rapidement. Le commerce est aussi saturé et la pauvreté ne fait que s'accroître. Les paysans font face à des dépenses énormes et n'ont jamais d'argent liquide. La charge la plus importante ici chez nous est la scolarisation des enfants. Entretenir un enfant qui étudie à l'université coûte au minimum 50.000 F CFA/mois, c'est-à-dire tout le revenu d'un hectare de terre bien suivi, après avoir payé une inscription variable selon l'institut qu'il fréquente. Le futur des filles et fils des paysans est gravement compromis. Ne pouvant pas faire étudier nos enfants, nous resterons sous la domination des familles urbaines riches et c'est pourquoi nous devons nous battre pour les scolariser. Malheureusement, les paysans ont souvent trop d'enfants et cela devient difficile.

D'autres paysans refusent de m'imiter parce qu'ils disent que je suis trop fort et qu'ils ne pourront jamais devenir comme moi, mais je suis fier de voir quelques-uns suivre mes traces et même me dépasser, surtout ceux qui sont venus chez moi dans le cadre de la formation des paysans par les paysans.

LVDC : Il existe un nombre impressionnant de projets de développement qui se sont succédé. Comment apprécies-tu leurs résultats ?

“ Les projets de développement veulent toucher un maximum de personnes et saupoudrent de petites sommes d'argent à de nombreux paysans et aucun d'eux au final ne peut décoller. ”

Martin : Les projets de développement sont pensés loin de nous et commettent des erreurs graves. Ils viennent après avoir consulté quelques experts de Yaoundé avec des stratégies d'intervention préconçues et nous les paysans, nous devons simplement suivre comme des moutons en essayant d'en tirer ce que l'on peut. Les filières en particulier sont toujours déterminées d'avance. Par exemple à Galim, tous les projets ne veulent appuyer que le maïs, notre culture principale, il est vrai, mais peut-on vivre seulement du maïs ? S'imaginent-ils qu'une forte augmentation de la production peut conduire à l'effondrement des prix ? Pourquoi ils ne nous ont pas écoutés ? Nous aurions pu coupler la production du maïs à l'élevage des porcs ou des poules et penser à une culture qui nous servira de pension.

Comme je l'ai expliqué, pour essayer de toucher un maximum de gens, ils apportent des appuis trop faibles pour permettre aux paysans d'atteindre des résultats palpables. Il s'agit, comme le répète Betti (un autre leader du BINUM) d'une stratégie pour maintenir les Africains dans la dépendance et rester l'éternelle "plantation des Blancs". Un leader paysan du BINUM de la région de Makenene en province du centre explique que pour obtenir un rendement optimal du cacao, il faut investir 800.000 FCFA par an qui permettraient d'avoir un rendement de 3.5 tonnes à l'hectare et ainsi gagner cinq millions de FCFA et se libérer définitivement du crédit, mais aucune IMF, ni aucun projet ne donne plus de 300.000 F dont on ne peut tirer que 500.000 F CFA. Est-ce vraiment rentable ?

LVDC : Que pensez-vous des organisations paysannes ?

Martin : Les ONG doivent cesser de créer des rassemblements appelés OP et qui n'ont aucune vision, aucun objectif. Ils devraient plutôt les aider à s'organiser autour d'activités et non l'inverse. Il faut que l'individu adhère à une activité et non à une organisation vide.

LVDC. Le BINUM n'a plus de bailleurs de fonds externes et si certaines zones s'en tirent plutôt bien, la centrale éprouve de réelles difficultés, quelle est la voie de sortie ?

Martin : Pour moi, la voie de sortie est simple, il faut que le BINUM structure des filières rentables et que chaque structure du BINUM prenne la responsabilité d'un maillon. Les membres du BINUM seraient en charge de la production, une partie dans la multiplication (porc naisseur) et une autre dans

l'engraissement. Pour le faire, ils ont besoin de crédits et d'intrants que peuvent fournir les magasins d'intrants des zones et les caisses d'épargne et de crédit qui vont ainsi gagner plus d'argent et devenir autonomes. La zone organiserait aussi la vente des porcs et pourrait opérer un prélèvement sur les ventes. Le BINUM central quant à lui mettrait à disposition des caisses un fond de refinancement et mettrait en place une charcuterie pour racheter toute la production des membres. La centrale du BINUM pourrait également créer une provenderie pour approvisionner les magasins des zones en produits de qualité.

Une telle chaîne serait bénéfique à toute l'organisation et ses structures que ce soit le membre, les zones et leurs services magasins et crédit ainsi que la centrale. Les zones devenues plus riches pourraient d'ailleurs aussi avoir les moyens de payer leurs cotisations à la centrale. Ces cotisations pourraient d'ailleurs être prélevées sur le refinancement ou l'achat des porcs.

LVDC. Le mot de la fin ?

Martin : J'aime beaucoup apprendre et je voudrais visiter ce que vous faites au Burundi.

Propos recueillis par Deogratias NIYONKURU

“ONE ACRE FUND—TUBURA”, qu'en pensent les paysans ?

Le milieu rural bénéficie de beaucoup d'intervenants en matière de développement. “ONE ACRE FUND – TUBURA est l'un de ses acteurs et accorde différents services aux ménages ruraux comme les intrants agricoles et autres produits, le financement à crédit de ces intrants, les formations agricoles en plus d'accompagnement des agriculteurs tout au long de la saison. Votre magazine “La Voix des Collines” a voulu en savoir plus pour vous et a

interrogé les bénéficiaires et non bénéficiaires de l'organisation TUBURA. Les avis sont donc partagés. Nous avons contacté les responsables de cette organisation afin de vous donner la lumière sur son travail d'accompagnement paysan. Voici donc dans les lignes suivantes ce qu'en disent les paysans ainsi que l'éclairage apporté par Leger BRUGGEMAN, chargé des Politiques Agricoles et Relations Extérieures au sein de ONE ACRE FUND – TUBURA .

B.N de la commune Mutaho

LVDC : *Qu'est ce que tu penses de ONE ACRE FUND—TUBURA ?*

B.N : Tubura est venu à point nommé parce que c'est une organisation qui sert tout le monde, les pauvres comme les riches. Si tu ne peux pas avoir de l'argent à payer immédiatement lors de la distribution des engrais subventionnés, tu bénéficies du crédit intrants de TUBURA et tu ne rates pas la saison pour autant. Même ceux qui ont de l'argent bénéficient de ces crédits parce que TUBURA nous envoie des techni-

ciens agricoles pour nous accompagner dans nos champs. Chaque semaine ils sont toujours avec nous dans les champs. Ils nous donnent des conseils agricoles qui nous permettent d'avoir une bonne production. C'est très important. On peut avoir de l'argent pour payer les engrais mais il ne suffit pas d'avoir les engrais pour obtenir une bonne production. Les conseils, les formations agricoles, le suivi y sont pour quelque chose de très utile.

H.A de la commune Rutegama

LVDC : *On entend parler dans les collines de la commune Rutegama la présence d'une organisation appelé TUBURA. Comment fonctionne-t-elle?*

H.A : C'est une organisation qui a été fondée par les Européens pour aider les paysans via le crédit en intrants agricoles. Cette organisation

donne de l'engrais aux paysans. Mais on doit donner une avance selon les quantités d'engrais qu'on souhaite obtenir. Si tu veux un sac de 25 kg, tu leur donne à la récolte 34 000 Fbu.

LVDC : *Quand est-ce que vous commencez à payer le crédit?*

H.A : Ils commencent le recouvrement quand les cultures pour lesquelles on vous a donné de l'engrais sont proches de la maturité.

LVDC : *Existe-il des conventions établies entre TUBURA et les bénéficiaires et qui régissent ces crédits?*

H.A : Oui ces crédits sont régis par des conventions et le bénéficiaire rembourse progressivement. Mais quand on ne parviens pas à rembourser rapidement, TUBURA commence à exercer une pression sur le bénéficiaire. Par exemple, quand on vous donne un crédit intrant au mois de septembre au début de la saison A, on vous demande de rembourser dès le mois de

décembre et si tu es distrait tu en souffres parce que dans les conventions on doit préciser ce qu'on pourra donner comme hypothèque au cas où on ne parvient pas à rembourser le crédit. Par exemple, on dit : "Moi tel, je m'engage à donner une parcelle au cas où je ne parviens pas à rembourser les engrais que vous me donnez". Et quand cela ne se passe de cette manière, ils ne vous attendent pas pour que vous puissiez chercher cet argent. Tu es donc obligé de vendre une chèvre ou un autre animal en ta possession ou encore tout autre chose que l'on possède pour pouvoir rembourser. La plupart des bénéficiaires n'ont d'autres choix que de vendre la récolte à vil prix.

S.C de la colline Nyarukere commune Rutegama

LVDC : *Pourquoi vous n'avez pas adhéré à l'organisation TUBURA alors que tes voisins sont membres des dynamiques de cette organisation? Qu'est ce que tu lui reproches?*

S.C : Moi je ne suis pas entré dans TUBURA pour plusieurs raisons. En effet, pour les engrais subventionnés l'Etat nous exige seulement 5000 Fbu et on paye le reste au moment où la livraison des engrais est proche. Dans les dynamiques de TUBURA on exige aussi une avance et on vous donne les quantités souhaitées. Mais quelles sont les faiblesses de TUBURA? Quand les cultures atteignent la maturité, ils viennent se faire rembourser le crédit qu'ils vous ont accordé. On est donc obligé de vendre la récolte du haricot ou tout autre produit à vil prix parce qu'à ce moment précis les prix sont très bas sur les marchés. Parfois le prix varie entre 400 Fbu et 500 Fbu seulement alors qu'avec le stockage on peut obtenir de meilleurs prix sur le marché. Mais les agents de TUBURA viennent au moment de la récolte et tu peux les trouver chez toi très tôt le matin venus pour se faire rembourser. Si tu n'a pas de chèvre ou autre animal que tu peux vendre, tu es obligé de vendre la récolte de la même saison et des marchands véreux pirurent à ce moment pour acheter le haricot à très bas prix. Si tu avais pu récolter 100 kg, le commerçant te donne n'importe quel prix, ayant remarqué que tu n'as pas d'autres choix que

lui livrer la marchandise à cause des problèmes auquel tu fais face.

Ayant observé ce qui se passait chez mes voisins, j'ai choisi de ne pas adhérer à Tubura. Je préfère placer l'argent dans le fond perenne intrants de notre coopérative qui se charge aussi du stockage de nos récoltes. Quand les engrais subventionnés arrivent, nous passons par notre coopérative pour obtenir les engrais et c'est plus simple et pratique.

Ensuite, avec les engrais donnés à crédit par TUBURA, ils cherchent à faire de gros bénéfices sur nous. On paye 34 000 Fbu un sac de 25 kg qui généralement coûte 25 500 Fbu. En réalité le paysan perd doublement parce que d'une part, il peut être obligé de rembourser au moment où les prix sont au plus bas en vendant sa récolte et d'autre part le bénéfice exigé est très élevé. Comme certaines gens ne savent pas calculer les bénéfices ou les pertes, ils acceptent de recevoir ces engrais à crédit mais c'est une perte.

Enfin, il arrive que la production soit mauvaise suite aux aléas climatiques. On est obligé de rembourser, peu importe ce qui est arrivé car les agents de Tubura ne considèrent pas les quantités de récolte obtenues. J'ai donc trouvé qu'ils se comportent comme des commerçants.

Propos recueillis par Jonas Eric UWIZERA

“ONE ACRE FUND—TUBURA”, pour le développement des familles agricoles rurales ?

Interview de Leger BRUGGEMAN chargé des Politiques Agricoles et Relations Extérieures au sein de ONE ACRE FUND-TUBURA

LVDC : Depuis quand TUBURA existe ? Quelle est sa zone d'intervention au Burundi ?

LB : Tubura a commencé à travailler au Burundi en 2012 et sert aujourd'hui plus de 48 000 ménages dans 4 provinces qui sont Muramvya, Gitega, Kayanza et Mwaro. Notre siège social se trouve à Muramvya et nous employons plus de 500 Burundais et Burundaises. Néanmoins, notre organisation a commencé ses activités au Kenya en 2006 sous le nom de One Acre Fund, ensuite elle a étendu le programme au Rwanda avant de venir au Burundi. Aujourd'hui, nous travaillons aussi en Tanzanie, en Ouganda et au Malawi et prévoyons d'étendre notre programme dans d'autres pays.

LVDC : Quelle est sa mission et vision par rapport au développement du monde rural burundais ?

LB : Notre mission est de servir les cultivateurs ayant des petites superficies de terres pour les aider à accroître leurs récoltes et leurs revenus. Notre vision est un monde où chaque famille de cultivateurs possède les connaissances, les outils et le soutien nécessaires pour satisfaire ses besoins vitaux.

LVDC : Comment TUBURA travaille sur le terrain ?

LB : Comme indiqué ci-haut, notre mission est d'aider les cultivateurs à augmenter leurs récoltes et leurs revenus sur les petites superficies cultivées. Pour cela, nous offrons les services suivants :

- **La distribution des intrants agricoles :** Nous amenons les engrais chimiques et autres produits agricoles sur chaque colline où nous travaillons pour être proche et accessible aux membres.
- **Le financement à crédit de ces intrants :** Les membres remboursent petit à petit pendant la saison et la récolte.
- **Les formations agricoles :** Nous offrons des formations sur l'agriculture moderne et durable, comme l'espacement des semences, la bonne utilisation des engrais pendant le semis, la Gestion Intégrée de la Fertilité du Sol, la lutte contre l'érosion, la rotation des cultures, etc.
- **Le suivi sur le terrain :** Nos agents de terrain visitent nos membres au moins une fois toutes

les deux semaines pour voir leur progrès, faire des formations, et collecter le remboursement des intrants.

LVDC : Comment fonctionnent les groupes créés par TUBURA ?

LB : Avant d'entrer dans notre programme, les cultivateurs reçoivent toutes les informations nécessaires sur le fonctionnement de notre organisation. Ensuite, nous demandons aux cultivateurs de créer des petits groupes de 10 à 20 personnes. Une fois le groupe créé, les cultivateurs font la commande de différents produits dont ils ont besoin auprès de nos agents de terrain. Enfin, les cultivateurs se rendent au stock collinaire proche de leur habitation pour réceptionner les intrants et autres produits. Ils pèsent les intrants en groupe, signe un contrat et se mettent d'accord en tant que groupe pour rembourser le crédit à une certaine date ainsi que participer à toutes les formations que nous offrons. Le fait de se mettre d'accord sur une date de remboursement en tant que groupe leur permet de planifier eux-mêmes à l'avance les petits montants à rembourser périodiquement.

LVDC : Au-delà de ceux qui encensent l'intervention de Tubura, certaines gens reprochent à TUBURA de leur exiger beaucoup d'argent (autour de 34 000 Fbu le sac d'engrais) alors que l'engrais subventionné coûte 25 000 Fbu le sac. Quelle est la lumière que vous pouvez apporter ?

LB : Au début de chaque saison nous présentons un tableau avec les prix détaillés à nos membres. C'est à dire le prix des intrants subventionnés par le Gouvernement et les frais pour les services offerts par Tubura. Sur le prix subventionné, il est strictement interdit d'y ajouter quoi que ce soit. Nos frais de services sont calculés sur la superficie de terre sur laquelle les membres veulent qu'on les encadre. Ces frais de services couvrent le transport des intrants jusque au stock collinaire, les formations et suivi sur le terrain, l'annulation du crédit en cas de décès d'un époux ou épouse d'un cultivateur ainsi que les frais relatifs au risque pris. Pour donner un exemple, une personne qu'on encadre sur 10 à 15 ares payera 5 000 Fbu de frais de services au total sur la saison et le prix des engrais subventionnés qui est de 25 000 Fbu. Si un membre a une superficie de terre plus grande, les frais de services peuvent légèrement augmenter mais

pas le prix des intrants. Enfin, nos membres ont le choix de rejoindre notre organisation ou pas une fois qu'ils reçoivent toutes les informations nécessaires. Ceux qui décident de nous rejoindre voient les bénéfices réels que notre organisation peut leur apporter. Par exemple entre la saison 2016B et 2017A, plus de 80% de nos membres existants ont décidé de continuer à travailler avec nous pour cette saison. Cela est une preuve de la confiance qu'ils ont en nos services.

LVDC : Ne pensez-vous pas que le taux de remboursement appliqué serait peut-être élevé pour les paysans qui ont souvent du mal à joindre les deux bouts du mois ? Quel est votre point de vue ?

LB : Comme indiqué à la question précédente les frais à rembourser sont calculés sur la superficie de terre encadrée et varient selon cette superficie. Les cultivateurs sont libres de joindre notre programme ou pas et ceux qui choisissent de nous rejoindre y voient de réels avantages. Enfin, les ménages remboursent petit à petit et en fonction de leurs moyens, s'ils ont 500 Fbu, ils donnent 500 Fbu, s'ils ont moins, ils donnent moins.

LVDC : Au niveau du remboursement, certains bénéficiaires disent aussi que lorsqu'ils ne parviennent pas à trouver la somme due avant la récolte, les « agents » de Tubura leur courent derrière matin et soir pour le recouvrement de la dette et qu'ils sont donc obligés soit de vendre la récolte à vil prix pour rembourser (le moment de la récolte étant toujours caractérisé par des prix trop bas), soit d'hypothéquer un lopin de terre ou vendre du bétail pour rembourser. Qu'en est-il au juste ?

LB : Notre système de remboursement est vraiment très flexible car les cultivateurs ont toute la saison pour rembourser petit à petit le crédit. Avant de signer le contrat, les différents groupes de cultivateurs se mettent d'accord sur la date de remboursement. Cela leur permet de bien planifier le remboursement tout au long de la saison. Si un cultivateur n'a pas terminé de rembourser son crédit à échéance, le groupe demande à rembourser pour lui. Après cela, le groupe demande au cultivateur de rembourser le montant avancé. Il se pourrait que certains groupes demandent à leurs membres de vendre les récoltes pour se faire rembourser mais en aucun cas nos agents de terrain demandent aux cultivateurs d'hypothéquer leurs terres. D'ailleurs nous avons un règlement interdisant nos agents de mettre une quelconque pression sur nos membres et si un agent est trouvé fautif il y a une procédure disciplinaire qui s'en suit. Enfin, nous avons aussi une ligne téléphonique gratuite ou les membres peuvent téléphoner

pour rapporter tout incident ou plainte et nous prenons immédiatement les mesures appropriées.

LVDC : En cas d'aléas climatiques ou mauvaise récolte ou de vol des récoltes, comment procédez-vous pour vous faire rembourser ?

LB : Nous restons toujours flexibles et sensibles aux problèmes que peuvent rencontrer les cultivateurs durant le remboursement. Néanmoins, ce sont les groupes eux-mêmes qui se réunissent et essaient de voir si chaque personne est capable de rembourser à la date limite et peuvent soutenir l'un de leurs membres qui rencontre ce genre de difficultés. Par ailleurs, nous espérons pouvoir offrir une assurance agricole aux ménages dans les saisons à venir comme nous le faisons dans certains pays de la région et espérons que ce produit pourra aider les ménages à faire face aux aléas climatiques.

LVDC : Qu'en est-il du stockage des produits de vos bénéficiaires ?

LB : Tout d'abord notre objectif global est de rendre les cultivateurs plus prospères et nous les encourageons à stocker leurs récoltes et les vendre au moment où le prix est plus intéressant sur le marché. Pour cela nous offrons différentes formations sur la sélection des semences et sur le stockage avant la récolte pour minimiser les pertes pour nos membres. De plus, nous offrons un produit innovateur appelé « sacs PICS » qui ont trois couches de protection et qui permettent aux ménages de stocker leurs récoltes pour une longue période sans recourir aux insecticides. Enfin, nous espérons pouvoir faciliter l'accès au marché pour nos membres dans un avenir proche. Nous avons déjà commencé à faire cela dans quelques pays de la région où nous travaillons, certains de nos membres ont un accès au marché garanti à un prix compétitif pour le maïs.

LVDC : Y a-t-il une concurrence entre TUBURA et les autres acteurs de développement sur le terrain ? Comment se présentent sur le terrain les relations avec les autres acteurs ?

LB : En général, les relations sont très bonnes avec les autres acteurs de développement. Nous participons dans les mêmes réunions que ce soit au niveau national et provincial et organisons même des descentes conjointes sur le terrain pour l'échange d'expérience.

LVDC : D'après vous, quel est l'impact de votre action sur les bénéficiaires ? Sur leurs revenus ? Sur leurs conditions de vie ? Avez-vous quelques illustrations ?

LB : Les cultivateurs de notre programme augmen-

tent réellement leur production et pour mesurer l'impact de notre programme nous avons un département de suivi évaluation qui effectue des milliers d'enquêtes chaque saison. Par exemple durant la saison 2015B un cultivateur membre de notre programme a pu récolter 478 kg de pomme de terre sur 10 ares tandis que son voisin qui n'est pas membre de notre programme n'a récolté que 389 kg. Au niveau des revenus, notre membre a pu obtenir 337 430 Fbu de bénéfices tandis que le non membre a obtenu 270 461 Fbu. Cette augmentation de 66 669 Fbu se justifie par les formations et le suivi sur le terrain que nos membres reçoivent. La plupart de nos membres décident d'investir les revenus supplémentaires dans l'éducation, l'achat d'un champ ou la rénovation de leurs maisons. Nous pensons qu'avec l'accès aux semences certifiées et améliorées ces rendements peuvent être encore plus élevés. Enfin, nous voyons aussi que les autres produits que nous offrons ont un réel impact sur la vie des ménages. Par exemple, les lampes solaires que nous offrons aident les ménages à faire des économies d'énergie et permettent l'augmentation des heures d'études chez les élèves.

LVDC : Vous êtes à la fois importateur des engrais et organisation d'appui aux populations. Est-ce que ces deux casquettes de commerçant et d'organisation de développement ne vous posent jamais problème ?

LB : Notre objectif est d'améliorer l'accessibilité aux intrants de bonne qualité pour les cultivateurs burundais et s'assurer qu'ils aient ces intrants à temps. Cela est aussi l'objectif de Programme National de Subvention des Engrais du Burundi (PNSEB). Comme nous avons acquis beaucoup d'expérience au niveau régional dans la distribution des intrants, nous avons

pensé que nous pourrions la partager. D'autre part, il est important que des organisations travaillant directement avec la population puissent faire remonter les contraintes rencontrées par les cultivateurs au sommet afin d'améliorer le système de subvention et distribution des engrais. C'est ce que nous avons toujours fait lorsque nous étions importateur. Quand nous ne sommes pas importateur, nous travaillons en bonne collaboration avec les autres importateurs.

LVDC : Que faudrait-il faire pour que votre action puisse s'étendre sur l'ensemble des pays ?

LB : Tout d'abord, nous sommes vraiment reconnaissant pour la confiance et le soutien que nous avons reçus de la part des autorités nationales et locales depuis le lancement de notre organisation en 2012. Ensemble, nous avons pu accroître le nombre de ménages servis par notre organisation jusqu'à atteindre 48 000 ménages et créer plus de 500 emplois dans les 4 provinces où nous travaillons. Notre souhait est d'agrandir notre programme chaque année, afin de servir plus de ménages agricoles, améliorer l'accès aux intrants de qualité, aux financements et créer plus d'emplois dans le monde rural si nos ressources nous le permettent. Ces objectifs sont similaires à ceux inscrits dans les plans stratégiques mis en place par le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et aussi des partenaires œuvrant dans le secteur agricole. Pour cela, nous voulons continuer à travailler tous ensemble dans cette direction et serions heureux de collaborer avec toutes les organisations qui sont intéressées pour améliorer les conditions de vies des ménages agricoles.

**Propos recueillis par
Jonas Eric UWIZERA**

La coopérative TERIMBERE : avancées et perspectives

Depuis sa création en 2014, la coopérative TERIMBERE des mutuelles des caféiculteurs s'est donné la mission d'aider ses membres à se faire soigner avec facilité. Le lancement du centre de santé « le Quinquina » de Gitega en 2014, aura été une action emblématique pour la coopérative et aura permis à des milliers de malades de se faire soigner dans cette structure de soins.

Au total jusqu'au mois de juin 2016 plus de 15 000 malades sont déjà passés par ce centre de santé qui dispose d'un laboratoire, un service d'hospitalisation avec une capacité d'accueil de 8 lits. Le centre de santé a bénéficié en 2015 des lits et d'autres équipements de la part des Mutualités socialistes, ce qui lui a permis d'assurer un certain confort aux malades.

Couplé à une pharmacie, le centre de santé a pu soigner les membres et les non membres de la coopérative TERIMBERE, seuls les cas de maladies graves, nécessitant des soins ou 'autres d'examen qu'il ne peut réaliser, ont été transférés dans les hôpitaux du pays.

Les responsables du centre de santé indiquent que certains malades sont revenus deux ou trois fois, « cela prouve une certaine fidélité motivée par des



services performants offerts», disent-ils.

Le centre de santé étant installé dans des bâtiments en location, la coopérative TERIMBERE veut pousser plus loin. Elle a déjà acheté une parcelle à Magarama, proche de l'aérodrome de Gitega ; les travaux de construction sont en cours et peuvent se terminer au cours de cet été 2016. Les bâtiments pourront accueillir 9 malades en hospitalisation. Dans l'espoir que d'autres financements peuvent être mobilisés, le nouveau bâtiment de la coopérative en construction a prévu une fondation très solide pour pouvoir construire en hauteur dans l'avenir.

Au-delà de la construction du Centre de santé, la coopérative TERIMBERE vient d'ouvrir une pharmacie à Ngozi, la deuxième dans le pays depuis 2014, afin d'aider les membres des mutuelles communautaires du nord du pays à accéder facilement aux médicaments prescrits par les structures sanitaires de leur localité. Cette pharmacie est la deuxième après celle qui a été ouverte dans la province de Gitega en 2014.

Selon le nouveau président de la coopérative, Monsieur Serges HAVYARIMANA, l'ambition est de créer une pharmacie pour chaque union des mutuelles. C'est une ambition qui peut se réaliser si on s'en tient aux succès et à la volonté de réussir à l'actif de la coopérative TERIMBERE.



Jonas Eric UWIZERA

Le cri des collines

El niño et la question de la prévoyance pour l'agriculture familiale burundaise

Les effets des changements climatiques se font de plus en plus sentir et leur manifestation a déjà pris une dimension planétaire. Le Burundi n'est pas épargné par ces changements. Depuis septembre 2015, en effet, la saison pluvieuse s'est annoncée dure pour les paysans burundais. Des pluies torrentielles d'une violence rare se sont abattues sur les zones de cultures et les dégâts ont été énormes : une bonne partie de la production de la saison 2016 A a été emportée par les pluies dans les marais de certaines localités du pays suite aux inondations ; des personnes ont trouvé la mort suite aux éboulements de terrain, des maisons se sont effondrées, sans oublier le petit et gros bétail qui ont péri.



Ce grave constat résulte des changements climatiques qui ont caractérisé ces dix dernières années. Depuis 2015, le phénomène El niño qui est aujourd'hui au centre de toutes les attentions en est la principale cause.

Mais qu'est-ce que El niño ?

Le phénomène connu sous l'appellation El-niño est un changement qui s'opère dans les eaux tropicales de l'océan Pacifique, caractérisé par une ascendance des eaux chaudes de surface de l'océan et est généralement lié à la variation de la pression atmosphérique entre l'ouest et l'est dudit océan, phénomène couplé à un cycle du courant océanique le long de l'équateur.

L'appellation « El Niño » a été attribuée à ce phénomène par les pêcheurs péruviens à la petite invasion d'eau chaude qui se produit chaque année le long des côtes du Pérou et de l'Equateur aux environs de Noël - d'où son nom en espagnol, « El Niño » désigne l'enfant Jésus.

Dans un document publié par le FAO en 2011¹ on montre que « *L'impact des catastrophes naturelles est plus sévère sur les couches les plus pauvres et vulnérables de la population, en particulier sur celles dont les moyens d'existence dépendent de l'agriculture* ». Ce document se présente donc aujourd'hui comme une alerte à tous les pays africains et tout particulièrement le Burundi dont les signaux climatiques sont au rouge depuis 2015 alors que plus de 90% de la population vivent de l'agriculture et autour de 55% en dessous du seuil de la pauvreté.

Les effets d'El Niño dépassent la région pacifique où le phénomène trouve origine et a une conséquence à l'échelle planétaire. El Niño provoque ainsi de nombreux bouleversements climatiques car les océans et l'atmosphère sont en continuelle interaction.

C'est donc ce phénomène climatique qui a fait la Une de tous les médias internationaux et burundais et qui a été une menace importante à l'agriculture burundaise depuis 2015, quoi que le Burundi se situe à des dizaines de milliers de Km de l'océan Pacifique.

¹ Idem. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/DRM_Strategy_WA_Sahel.pdf consulté le 07 avril 2016 à 15h15

Qu'en est-il des dégâts causés par le phénomène El niño au Burundi?

Depuis septembre 2015, les dégâts enregistrés au Burundi sont énormes. Faute d'enquête détaillée, nous nous contentons quelques chiffres approximatifs. Mais il faut d'emblée reconnaître que nous sommes loin des chiffres exacts, beaucoup de dégâts n'ayant jamais été documentés sur les collines du Burundi.

En effet, les pluies torrentielles et les inondations observées au cours des mois de février et mars ont rabaisé la production rizicole dans les marais des communes Bugendana et Mutaho jusqu'à 50 % et même plus selon le directeur provincial de l'agriculture et de l'élevage dans les communes Bugendana et Mutaho de la province Gitega. Les images d'inondation prises sur place témoignent toujours de l'ampleur des dégâts causés par les crues de la Mubarazi et ses petits affluents, cinq mois après les faits. Pour certains ménages exploitant les marais non seulement la production a été nulle, mais aussi les champs ont été complètement endommagés, ce qui va affecter la production pour des années durant.

Selon les différents reportages de la radio-télévision nationale du Burundi produits au cours de la période allant de janvier à juin 2016, beaucoup de dégâts ont été signalés ici et là à travers tout le pays. En effet, dans la commune Buyengero de la nouvelle province Rumonge, plusieurs hectares de cultures ont été détruits au cours du premier trimestre de l'année 2016. Beaucoup de champs ont été endommagés et plus de 3000 maisons détruites par des pluies violentes à travers le pays.

A part l'agriculture et les habitations, plus d'une centaine de ponts ont été détruits par de fortes pluies dans la province Gitega, Makamba, Bubanza, Cibitoke, Bujumbura, Bururi, etc. Jusqu'au mois de mars



2016, on estimait à 70 le nombre de personnes mortes suite aux pluies abondantes et inondations ainsi que quelques milliers d'animaux (petit et gros bétail) périr. Ce bilan, nous le rappelons, n'est pas exhaustif.

L'irrégularité des pluies qui a caractérisé la saison culturale 2016B n'est pas sans porter préjudice à la production agricole. Au moment où certains paysans se plaignaient de la rareté des pluies qui réduit du coup la production agricole, d'autres paysans ont connu par contre des pluies destructrices, comme nous venons de le montrer plus haut.

Au début de l'année 2016, le Premier Vice-président de la République qui s'exprimait au nom du Gouvernement du Burundi a lancé un appel au secours auprès de la communauté internationale en sollicitant une aide d'urgence de 15 millions de dollars américains pour venir en aide aux victimes du phénomène El-niño au Burundi. Nous espérons que la communauté internationale qui dit vouloir rester auprès de la population burundaise qui a besoin de son appui a entendu ce cri.

Que faudrait-il envisager pour faire face aux phénomènes climatiques ?

Dans certains pays de l'Afrique de l'Est dans lesquels le phénomène El-niño avait déjà été annoncé ont pu prendre des mesures de prévention afin de venir en aide à ceux qui seront éventuellement frappés par les inondations ou alors par la sécheresse, ce phénomène climatique se présentant toujours sous ces deux aspects : « El-niño » et « La ninas ». Ces mesures de prévention ont été concrétisées, dans certains pays comme le Kenya, par le vote au Parlement des fonds de prévention, ce qui n'a pas encore été le cas au Burundi.

Comme l'indique le bureau de la météorologie du Gouvernement australien, <http://media.bom.gov.au/releases/267/el-nino-ends-as-tropical-pacific-ocean-returns-to-neutral/>, le phénomène El-niño qui aura été le



plus violent de ces 35 dernières années est terminé. Mais les effets des changements climatiques restent très importants surtout que ce phénomène peut être supplanté par soit des périodes de sécheresses dures, « la Ninas », soit encore des périodes caractérisées par des perturbations climatiques importantes.

Au lieu de compter sur les aides qui n'arriveront peut-être pas ou qui viendront après les dégâts, le Gouvernement du Burundi doit, en tout état de cause et de toute urgence, constituer un fonds de prévention des catastrophes, quoi que les préoccupations de l'heure ne s'y prêtent pas favorablement. Les experts disent que le phénomène El-niño se veut en effet récurrent et sa récurrence varie entre deux à cinq ans selon les experts en la matière avec, certes, une intensité variable selon les années. Face à cette situation devant laquelle les paysans burundais semblent être désarmés, les pouvoirs publics doivent jouer leur rôle dans la prévention des risques et catastrophes au lieu de chercher à les gérer.

Aujourd'hui, le pays se trouve devant une situation de fait où des populations entières vont faire face à une baisse très sensible de la production agricole dans la majeure partie du pays. La suite est prévisible. Il faut s'attendre à une pénurie des denrées alimentaires et le cortège de conséquences qui accompagnent cette situation : maladies carencielles ou liées à la sous-alimentation, famines, baisse sensible des revenus des ménages, etc.

De gros moyens financiers s'imposent donc pour faire face à ce défi. Mais au lieu de se retrouver sans défense devant l'ampleur de la situation, le Gouvernement devrait mettre en œuvre un plan de contingence efficace et efficient pour se préparer au moins préventivement à de futures catastrophes, proches ou lointaines, qui peuvent suivre le phénomène El-niño, ou d'autres phénomènes liés au changement climatique. Les institutions gouvernementales et les partenaires techniques et financiers doivent travailler de concert pour poser les premiers jalons de ce vaste chantier dont l'ultime but est celui de prévenir les risques et catastrophes dans le pays.

Les Burundais doivent également prendre conscience de ces changements et chercher à s'adapter aux exigences climatiques du moment en intégrant les pratiques culturelles adaptées. Les politiques agricoles doivent aussi s'orienter dans ce sens et répondre à ce



défi. Des stratégies de résilience doivent être repensées dans le domaine de l'environnement et de l'agriculture et l'élevage, afin de répondre aux exigences du moment et de l'avenir du pays.

Les catastrophes liées aux changements climatiques ne sont pas inconnues au Burundi, la sécheresse qui s'est abattue sur les provinces du nord du pays il y a plus de dix ans devrait avoir ouvert les yeux des Burundais en général et des décideurs politiques en particulier, pour pouvoir prendre des mesures qui s'imposent. L'histoire n'est pas là pour nous faire oublier le passé mais pour nous aider à apprendre du passé les stratégies de survie nous permettant de faire face à l'adversité.

Certaines initiatives des programmes gouvernementaux et des organisations non gouvernementales sont tout de même à saluer : Le traçage des haies antiérosives et des courbes de niveaux sur certaines collines du pays a le mérite de répondre au moins partiellement à l'action néfaste des pluies torrentielles sur les collines et les marais. L'aménagement des marais et des bassins versants rentrent aussi dans cette logique de lutte contre l'érosion. La plantation des arbres agroforestiers s'oriente aussi dans cette louable logique. Mais ces actions restent pour le moment circonscrites et méritent d'être étendues partout au Burundi où la situation l'exige. Des moyens sont certainement nécessaires pour un aussi grand investissement d'où les partenaires du Burundi sont invités à apporter leur contribution afin de prévenir le drame climatique qui peut demain ou après-demain, s'abattre sur les Burundais.

Jonas Eric UWIZERA

L'assurance grêle, à la fois une nécessité et un défi...



Le Burundi est un pays qui vit essentiellement de l'agriculture. Plus de 90% de la population pratiquent l'agriculture pour faire survivre leurs ménages. Cela étant, l'agriculture devrait recevoir tous les appuis nécessaires pour que les ménages et l'économie du pays en général puissent rester stables.

Depuis 2008, ADISCO en collaboration avec la CNAC a accompagné les associations des caféiculteurs à mettre en place des mutuelles de santé. Ces mutuelles sont fonctionnelles et ont comme paquet de service essentiel l'assurance maladie. Au fur du temps, la population reconnaît progressivement que les mutuelles de santé communautaires sont possibles et favorisent l'accès aux soins de santé, mais qu'il est aussi opportun d'y ajouter d'autres paquets de service. C'est pour cela qu'en 2013, une étude a été commanditée par ADISCO pour déterminer d'autres produits de protection sociale à prendre en compte comme paquet de service offert par les mutuelles de

santé. A l'issue de cette étude, trois types de produits ont été identifiés, ce sont notamment : l'assurance grêle, la pension vieillesse et l'assurance sécheresse.

Comme il était difficile de lancer en même temps les trois produits identifiés, nous avons jugé nécessaire de lancer en premier lieu les deux premiers services. Pour ce faire, nous avons mené une étude de faisabilité pour lancer l'assurance grêle. Cette étude a commencé par une enquête ménage qui s'est réalisée au mois d'août 2015. Nous avons pris un échantillon de 1200 ménages sur 120 collines autour de 24 mutuelles de santé. Après la première enquête, nous avons fait une contre-enquête au mois de décembre 2015 pour vérifier la fiabilité des données de la première enquête. Pour la deuxième enquête nous avons fait des focus groupe par colline. Les résultats de la deuxième enquête sont venus confirmer les premiers.

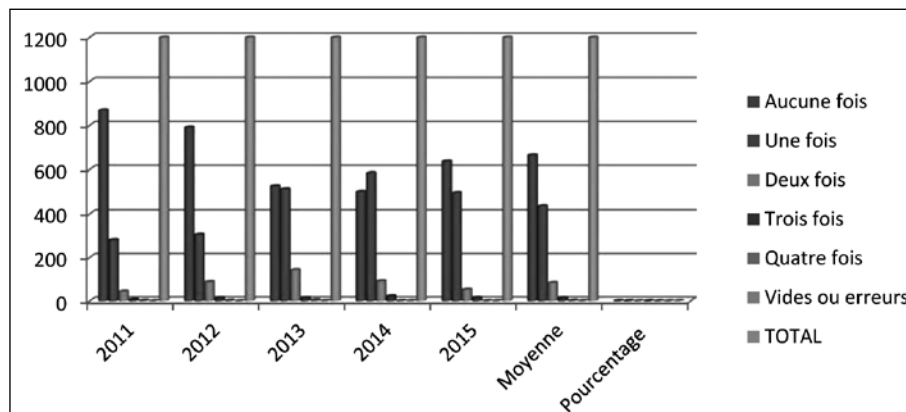
Les résultats issus de cette enquête sont alarmants. Ils montrent en effet que 44% des exploitations agricoles souffrent chaque année des effets de la grêle à

des intensités variables d'un endroit à un autre. Cette fréquence est jugée trop élevée, ce qui fait qu'aucun simple assureur ne peut s'y engager. Il importe alors que des mesures fermes soient prises dans l'immédiat afin de secourir les paysans producteurs agricoles. Ainsi, la mise en place d'une caisse de résilience par

l'Etat, la sélection des semences résistant à la grêle, la diversification des cultures dans les champs et le recours aux activités non agricoles sont quelques-unes des stratégies qui contribueraient énormément à l'amortissement du choc.

Des chiffres...

Fréquence de la grêle	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne	Pourcentage
Aucune fois	868	791	526	500	636	664	55%
Une fois	280	305	512	584	495	435	36%
Deux fois	44	88	143	92	53	84	7%
Trois fois	6	14	14	22	15	14	1%
Quatre fois	2	2	4	1	0	2	0%
Vides ou erreurs	0	0	1	1	1	1	0%
TOTAL	1200	1200	1200	1200	1200	1200	100%



Avec ces chiffres, la probabilité est trop élevée pour qu'un assureur prenne le risque de le couvrir, à moins de faire payer un montant exorbitant aux différents ménages. Dans ce cas, le coût de l'assurance serait nettement élevé que le coût de production de sa récolte même en cas de grêle. Aucun agriculteur burundais ne pourrait souscrire à ce produit.

Autant cette situation est alarmante, autant il faut faire quelque chose dans les délais pour protéger notre agriculture contre les aléas climatiques. C'est ce cri d'alarme que nous lançons au Gouvernement burundais. Nous recommandons donc à ce qu'il se saisisse de cette question et mette en place une caisse de résilience, tout comme il est en train d'appuyer ce secteur agricole dans la subvention des engrais. Nous recommandons aussi aux partenaires techniques et financiers de contribuer dans ce programme important pour le pays.

Espérance KANEZA



En pratique – santé

La citronnelle et ses bienfaits!

La citronnelle (*Cymbopogon citratus*) est une herbe à longue tige, et aux feuilles linéaires. La tige de la citronnelle est un ingrédient incontournable de la cuisine asiatique en huile essentielle, en tisane, elle est un trésor de bienfaits pour notre santé. Qui ne l'a jamais vu plantée tout près d'une maison ou comme haie sur un sentier ? Pourtant cette plante aux vertus curatives et préventives ne nous dit pas grand-chose.

La citronnelle fraîche ou sèche est utilisée en infusion, décoction ou macération : On utilise surtout le cœur de la plante en prenant soin de retirer les feuilles externes et en coupant les deux extrémités. Puis on le coupe en rondelles. Dans une tasse on y verse de l'eau bouillante sur une cuillerée à soupe de citronnelle ciselée. On laisse infuser pendant 10 minutes puis on filtre l'infusion ou la décoction. Le filtrage est une obligation car les feuilles de citronnelle sont composées de filaments coupants, donc dangereux pour les voies digestives de l'homme.

Pour faire une décoction de la citronnelle, il faut aussi couper les extrémités de la plante pour ne garder que le cœur qu'on coupe en rondelles. Dans une casserole il faut y verser environ 500 ml d'eau pour une cuillerée à soupe de citronnelle ciselée. On porte le contenu à ébullition et on continue à feu doux pendant 10 minutes. Puis, on laisse infuser encore 10 minutes avant de filtrer.

La décoction de citronnelle présente des vertus anti-inflammatoires et amincissantes. La citronnelle active la digestion, stimule les fonctions de l'estomac, a un effet positif sur colites rebelles grâce à son action antiseptique et cicatrisante.



Prendre la citronnelle en infusion après les repas diminue les ballonnements et les flatulences et calme les crampes d'estomac. Pour dégonfler, éliminer les toxines, et pourquoi pas maigrir, mangez léger et buvez 3 fois par jour une infusion de citronnelle. La citronnelle aux actifs naturels peut nous aider à contrôler notre taux de cholestérol ou à faire baisser le taux de sucre dans le sang, ce qui limite l'action de certaines maladies notamment le diabète. La citronnelle agit aussi comme antidouleur pour ceux qui souffrent d'arthrite ou de rhumatisme et même de tendinite. Il suffit d'appliquer sur la zone douloureuse une compresse imprégnée d'une décoction de citronnelle. La citronnelle atténue aussi les effets de la grippe et de la fièvre. Pour cela il est recommandé de boire 3 infusions de citronnelle dans la journée.

La citronnelle peut aussi aider les personnes anxieuses ou stressées qui ne parviennent pas à trouver du sommeil en prenant une tasse de d'infusion le soir.

La citronnelle pour repousser les insectes

Les vertus insecticides de la citronnelle ne sont plus à prouver. Aux Antilles on plante même cette herbe devant les fenêtres pour repousser mouches ou moustiques. On peut aussi brûler de la citronnelle séchée dans une soucoupe et la fumée chasse les insectes et moustiques se trouvant dans les environs. Pour éviter les piqûres d'insectes, frictionnez votre peau, à l'aide d'une compresse imprégnée d'une décoction de citronnelle refroidie ou une macération de citronnelle.



Pour chasser certains insectes qui peuvent faire des dégâts dans les armoires, on peut hacher grossièrement des tiges de la citronnelle, puis les enfermer dans de petits sacs

et qu'on dépose dans les tiroirs des commodes et les étagères des armoires.

La citronnelle en cuisine

Coupez en rondelle puis ciselez le cœur de la citronnelle fraîche ou séchée pour aromatiser crudités,

salades, marinades, potages et donnez un gout asiatique à vos plats.

L'huile essentielle de citronnelle

L'huile essentielle citronnelle provient des feuilles de citronnelle hachées et distillées. Et c'est surtout aux travers de l'huile essentielle que les vertus de la citronnelle s'expriment le mieux. Diffusée à l'intérieur de la maison, par un diffuseur spécifique, l'huile es-

sentielle de citronnelle, grâce à son odeur forte, a un effet répulsif sur les moustiques et autres bestioles. Versez 15 gouttes d'huile essentielle de citronnelle dans le diffuseur.

L'huile essentielle de citronnelle dans un bain

L'huile essentielle de citronnelle a un effet calmant, purifiant, antiseptique et anti microbes et bactéries. Diluez quelques gouttes d'huile essentielle de citronnelle dans le gel douche, ou versez un peu d'huile de massage et utilisez l'huile essentielle de citronnelle pour calmer : les douleurs musculaires, les douleurs menstruelles, les problèmes de stress et de déprime, les problèmes liés à une mauvaise circulation sanguine, l'insomnie et la transpiration trop abondante. On peut aussi utiliser l'huile essentielle

en massage pour soulager les douleurs musculaires et rhumatismales, problèmes intestinaux : coliques, ballonnements, gaz intestinaux, piqûres d'insectes, entorse, maux de tête (massez les tempes). Dans une bouteille d'huile d'amande douce d'environ 50 ml versez 20 gouttes d'huile essentielle de citronnelle. L'huile essentielle de citronnelle peut aussi aider en cas des ongles touchés par la mycose, des boutons et acnés, des irritations de la peau, de la peau grasse ou des peaux à problèmes.

Attention !!!

L'huile essentielle de citronnelle n'est pas conseillée aux femmes pendant leur grossesse et allaitement, ni pour les enfants de moins de 3 ans, sauf en diffusion. Sur la peau, l'huile essentielle de citronnelle peut provoquer des irritations ou des réactions allergiques. Avant toute utilisation sur la peau, testez l'huile dans le creux du bras.

Jonas Eric UWIZERA

Jeu concours !!!!!!!

Chers lecteurs membres d'IGG,
Vous n'avez pas été nombreux à participer au jeu concours que nous avons proposé aux IGG dans le numéro 12 de « La Voix des collines ». Un seul IGG a pu réussir le concours, l'IGG « DUHARANIRITERAMBERE » de Giheta !

La rédaction de « La Voix des Collines » a donc le plaisir de lui décerner son prix afin de financer le projet qu'il a présenté. Nous lui souhaitons d'aller toujours de l'avant !